

ECO Tour 2018

CONTEXTE MONDIAL

- ÉCONOMIE GÉNÉRALE.....6-7
- PÉTROLE.....8
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES.....9
- MINES & MÉTAUX.....10
- INFOGRAPHIES11-12
 - Chine.....11
 - États-Unis11
 - UEM.....12
 - Royaume-Uni.....12

TOUR DE FRANCE ÉCONOMIQUE

- ÉCONOMIE FRANCE.....14
- FINANCEMENTS.....15
- RÉSUMÉS SECTORIELS.....16
- INFOGRAPHIES17-18
 - Emploi.....17
 - Consommation-Commerce.....18

TOUR DE FRANCE SECTORIEL

- RELAIS DE CROISSANCE.....20-26
 - Santé.....21-22
 - Tourisme.....23-24
 - Énergies renouvelables.....25-26
- SECTEURS FONDAMENTAUX.....28-38
 - IAA hors boissons.....29-30
 - Boissons.....31-32
 - Aéronautique.....33-34
 - Industrie automobile.....35-36
 - BTP.....37-38

Ont participé à l'élaboration d'ECO Tour

Contexte macro-économique Monde	Catherine Lebougre	01 43 23 23 69
Contexte énergétique	Stéphane Ferdrin	01 43 23 09 34
Contexte matières agricoles	Frédéric Tessier	01 57 72 48 29
Contexte métaux	Claudine Rousseau	01 43 23 66 61
Infographies États-Unis - Royaume-Uni	Slavena Nazarova	01 43 23 21 40
Infographie Chine	Sylvain Laclias	01 43 23 65 55
Infographie UEM	Paola Monperrus-Veroni	01 43 23 67 55
Contexte macro-économique France	Ludovic Martin	01 43 23 39 37
Contexte financement des entreprises	Lucie Roussin	01 43 23 18 56
Infographie consommation	Noël Isorni	01 43 23 66 51
Infographie emploi	Bernard Monsigny	01 43 23 66 43
Secteur IAA hors boissons	Benoit Bousquet	01 43 23 07 47
Secteur Boissons	Frédéric Tessier	01 57 72 48 29
Secteur Aéronautique	Pascale Rombaut-Manouguian	01 43 23 66 63
Secteur Automobile	Gilles Frécaut	01 43 23 66 25
Secteur Bâtiment - Travaux publics	Quang-Khôi Nguyen	01 43 23 66 36
Filière Santé	Bernard Monsigny	01 43 23 66 43
	Cécilia Mendy	01 43 23 07 90
Filière Énergies	Samir Bouzalma	01 43 23 17 03
	Cécilia Mendy	01 43 23 07 90
Filière Tourisme	Franck de Vesvrotte	01 43 23 66 63

adresse e-mail des contributeurs : *prénom.nom@credit-agricole-sa.fr*

CONTEXTE MONDIAL

- ÉCONOMIE GÉNÉRALE
- PÉTROLE
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES
- MINES & MÉTAUX
- INFOGRAPHIES PAYS

Prévisions macroéconomiques

(en %)	Variation annuelle						Variation trimestrielle 2018			
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	T1	T2	T3	T4
PIB USA (r.a.)	1,7	2,6	2,9	1,5	2,3	2,4	2,0	1,8	1,8	1,7
PIB Japon	2,0	0,2	1,1	1,0	1,5	1,3	0,2	0,3	0,5	0,5
PIB Chine	7,8	7,3	6,9	6,7	6,8	6,6				
PIB Zone Euro	-0,2	1,4	2,0	1,8	2,3	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5
PIB France	0,6	1,0	1,0	1,1	1,8	1,7	0,4	0,4	0,4	0,4
Consommation privée	0,6	0,7	1,3	2,1	1,2	1,6	0,4	0,4	0,4	0,4
Investissement	-0,7	0,1	0,9	2,7	3,5	3,4	0,9	0,9	0,9	0,9
Variation des stocks (c)	0,2	0,7	0,3	-0,1	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes (c)	-0,1	-0,5	-0,5	-0,8	-0,6	-0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
exportations	1,9	3,4	4,0	1,9	2,9	3,8	0,9	0,9	0,9	0,9
importations	2,2	4,8	5,5	4,2	4,5	4,7	1,1	1,1	1,1	1,1
Production manufacturière	-0,8	-0,3	1,8	0,3	1,9	1,8	0,4	0,4	0,4	0,4
Taux de chômage	9,9	10,0	10,1	9,8	9,3	9,0	9,1	9,0	9,0	8,9
Inflation CPI (a/a)	0,9	0,5	0,0	0,2	1,0	1,1	0,1	0,7	0,1	0,1
Taux de change euro/dollar (fin de période)	1,37	1,21	1,09	1,1	1,2	1,3	1,19	1,21	1,23	1,25
Pétrole (Brent), \$/BL	109	99	52	57	63	63	65	67	70	75

(c) : contribution

(r.a) : rythme annualisé

Source : Crédit Agricole S.A.

Scénario macro-économique 2018-2019 : cruelle imagination¹...

Alors que nous scrutons, anxieux, les signes annonciateurs de son retournement, le cycle nous étonne par sa force tranquille et sa diffusion. Il faut certainement aller chercher du côté de la grande crise financière de 2008 les ingrédients essentiels du cycle actuel. La profondeur de la crise explique que la cicatrisation soit lente et que les déséquilibres réels ne se manifestent pas encore, notamment pas sous forme d'inflation. Le cycle a encore quelques beaux trimestres devant lui. Les politiques monétaires, accommodantes malgré le resserrement tangible ou programmé, le soutiennent. La résorption des déséquilibres publics est facilitée par la faiblesse des taux d'intérêt. Ceux-ci n'ont pas de raisons de se tendre violemment.

Nous avons vécu **un début de reprise cyclique chaotique et timide**. Nous nous sommes interrogés sur la capacité des économies à véritablement s'extraire d'un environnement de croissance poussive. L'investissement restait trop timide ; les créations d'emplois étaient médiocres ; les salaires ne se redressaient pas ; les prix étaient sages, trop sages ; le commerce mondial s'était même contracté. Puis, le cycle s'est enfin formellement repris et les enchaînements vertueux entre production, investissement, emplois, revenus et demande (lentement certes) se sont mis en place. Seule l'inflation ne se redresse toujours pas significativement et semble rester étonnamment contenue. **Et le cycle nous réjouit par sa « force tranquille » et sa diffusion.**

Pourtant, nous scrutons avec anxiété les signes annonciateurs de son retournement ou cherchons les déséquilibres larvés qui seraient susceptibles d'en précipiter la fin. C'est du côté de la grande crise financière de 2008 que l'on doit chercher certains des ingrédients essentiels du cycle actuel, notamment ce qui paraît être son étonnante longévité, tout particulièrement aux États-Unis. **La profondeur de la crise explique que la cicatrisation soit lente et que les déséquilibres réels ne se manifestent pas encore, notamment pas sous forme d'inflation.** Le mode de formation des prix (notamment le lien auparavant plus étroit entre la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires) se transforme sous l'effet de facteurs structurels maintes fois évoqués. Mais la crise, qui a pourtant déjà presque dix ans, s'est révélée d'une violence qu'il ne faudrait pas oublier. Il n'est pas inutile de se souvenir de quelques chiffres « funestes »² : un kaléidoscope incomplet mais éloquent. En 2007, les taux de croissance respectifs de l'économie mondiale, du monde émergent et de la zone euro se situent à 5,6%, 8,5% et 3%. Dès 2009, nous les retrouvons à -0,1%, 2,8% et -4,5%. Et la zone euro recouvre des aventures très singulières. Si l'Allemagne subit un choc violent en 2009 (recul du PIB de 5,6%), elle renoue vite avec la croissance (tout comme les États-Unis). L'Europe du Sud vit une aventure autrement plus dramatique. Après une contraction du PIB de 5,5% en 2009, l'Italie enregistre une brève reprise que la crise des dettes souveraines européennes interrompt brutalement : le PIB recule de 4,5% en 2012-2013. Enfin, l'Espagne affichait en 2007 une croissance de 3,8% couplée à des taux d'investissement de 31% du PIB et de chômage de 8,2%. En 2013, après une contraction cumulée de 9% du PIB, taux de chômage et d'investissement atteignent 26% et 18,7%.

Évoluer à un rythme proche du taux de croissance potentielle (1,8% aux États-Unis et 1,5% en zone euro³) ne signifie en outre pas que l'output gap soit comblé. Ce dernier devient évidemment largement négatif en 2009, puisqu'il atteint -4,6% de la production potentielle aux États-Unis et -4% en zone euro, tout comme en Allemagne. L'écart à la production potentielle ne se reforme que très lentement : s'il est nul en Allemagne dès 2014, il ne

serait comblé aux États-Unis et en zone euro qu'en 2017 et 2018, respectivement. À l'exception notable donc des États-Unis et de l'Allemagne, la plupart des économies ne tournent pas encore à « plein régime » et il subsiste des capacités inutilisées.

Le cycle a donc encore quelques beaux trimestres devant lui et nous retenons un scénario d'essoufflement naturel sans catastrophe. Nous tablons sur une très modeste accélération aux États-Unis : après avoir atteint 2,3% en 2017, la croissance se situerait à 2,4% en 2018, sans même qu'il soit utile d'invoquer un quelconque soutien budgétaire. Une croissance autonome et auto-entretenu, tout comme dans la zone euro où un ralentissement imperceptible et indolore de 2,4% à 2,3% se manifesterait en 2018. Le monde émergent, enfin, a connu une accélération de sa croissance tirée par la demande mondiale. La consommation des ménages prend désormais le relais et permettrait aux économies émergentes de croître en 2018 au même rythme qu'en 2017 : 4,7%. Cette résistance autour d'un rythme confortable, sans être très élevé, tient notamment au scénario retenu pour l'économie chinoise : celui d'un ralentissement ordonné.

Les tensions inflationnistes ne menacent toujours pas. Fin 2018, l'inflation atteindrait 2,2% et 1,4s% aux États-Unis et en zone euro, respectivement. **Les Banques centrales ne sont pas en retard sur le cycle réel : il n'y a donc pas d'urgence monétaire.** Les politiques monétaires, accommodantes malgré le resserrement tangible ou programmé, soutiennent la croissance. La résorption des déséquilibres publics est facilitée par la faiblesse des taux d'intérêt. Ceux-ci n'ont pas de raisons de se tendre violemment. Nous tablons encore et toujours sur une remontée très lente des taux longs et des taux réels qui demeureraient historiquement faibles, voire négatifs.

Nous restons donc raisonnablement sereins. Il peut évidemment nous être immédiatement rétorqué que de nombreux risques latents peuvent se manifester violemment. Si un atterrissage brutal de l'économie chinoise est exclu de notre scénario, outre le risque politique au Moyen-Orient (auquel nous consacrons un éclairage spécifique), **quels sont les dangers les plus susceptibles de faire « dérailler » une trop belle histoire ?** On peut redouter, d'une part, une erreur de politique monétaire se traduisant par une remontée brutale des taux longs et, d'autre part, un retournement du marché actions américain. Dans la mesure où la *forward guidance* des principales Banques centrales semble avoir bien ancré les anticipations d'inflation (inflation dont nous n'anticipons pas qu'elle se redresse sensiblement), le premier risque ne paraît pas « redoutable ». Enfin, notre scénario de modeste accélération de la croissance américaine sans remontée « pathogène » des taux d'intérêt permet de ne pas considérer le retournement du marché actions américain comme un risque imminent.

Nous espérons donc profiter, durant quelques trimestres encore, de la prospérité du cycle dans un environnement financier clément.

¹ « Cruelle imagination, qui se tourmente sans cesse à prévenir les maux qui ne sont point encore » – J.-J. Rousseau, *Les confessions*.

² FMI, *World Economic Outlook Database*, octobre 2017.

³ *Production potentielle* : niveau maximal de production atteignable lorsque les facteurs de production (travail, capital) sont utilisés de manière optimale, sans tensions excessives sur le marché des biens et services et sur celui du travail (sans accélération de l'inflation). *Taux de croissance potentielle* : taux de croissance de la production potentielle. *Écart de production (output gap)* : différence entre la production effective et la production potentielle.

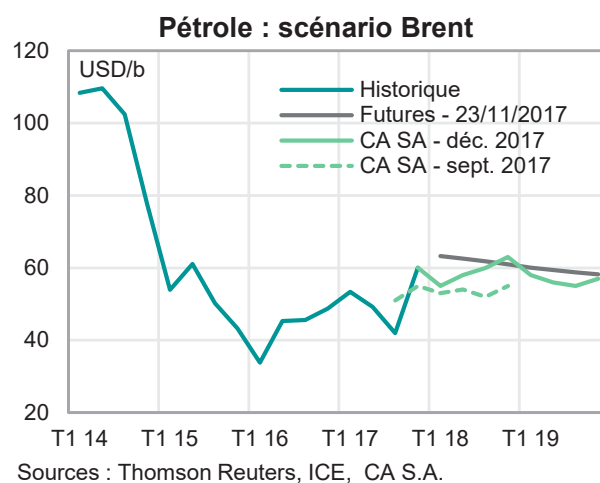
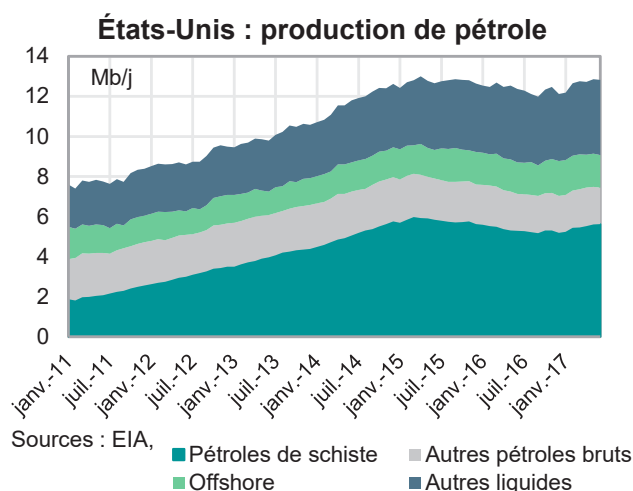
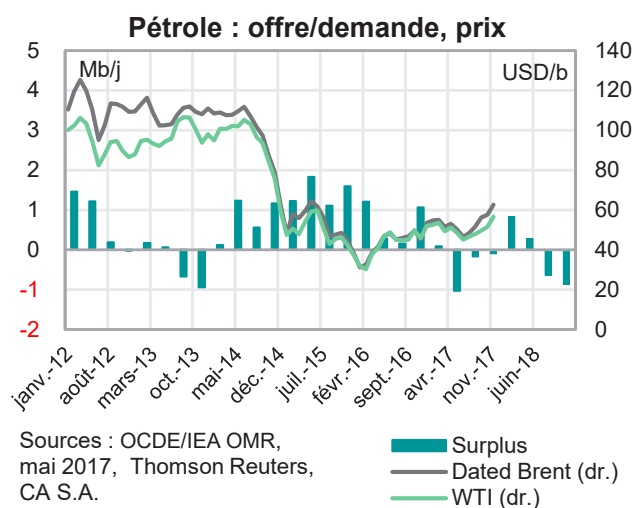
Une année 2018 sous les meilleurs auspices

L'année 2017 se finit bien pour les cours du pétrole qui atteignent des maxima depuis la mi-2015, et 2018 s'annonce tout aussi prometteuse après la signature de l'extension de l'accord entre l'OPEP et certains autres gros producteurs comme la Russie. Le marché devrait s'équilibrer en 2018 avec un cours du pétrole entre 55 et 65 dollars par baril. Mais si cette extension atténue le risque d'un nouvel excédent dû à la croissance de la production américaine sur 2018, elle ne supprime pas la menace américaine pour 2019.

L'extension de l'accord entre l'OPEP et les grands producteurs non membres de l'OPEP a été accueillie favorablement par le secteur. Reconduit jusqu'à la fin 2018, l'accord réduira l'offre de 1,8 million de barils par jour. Le marché pourrait s'équilibrer sous une double condition : si la croissance de la demande mondiale reste supérieure à 1,3 million de barils par jour et si celle de la production américaine n'excède pas un million de barils par jour. Or, un prix du pétrole autour de 60 dollars par baril favorisera les investissements déjà envisagés par les producteurs, en général et aux États-Unis en particulier, au plus grand soulagement des sociétés parapétrolières affaiblies après trois années de baisse des carnets de commandes.

Cette extension de l'accord a, en effet, de quoi réjouir les producteurs américains qui vont pouvoir relancer le forage de nouveaux puits et accélérer la croissance de la production américaine qui devrait s'établir à 500 000 barils par jour sur 2017. Aux États-Unis, le début d'année 2018 sera très important pour évaluer le modèle de production du pétrole de schiste. La hausse du pétrole sur le dernier trimestre 2016 et le premier trimestre 2017 avait relancé l'activité de forage centrée sur le bassin Permien. Il serait logique, après un léger essoufflement du forage aux États-Unis sur les deuxième et troisième trimestres 2017, que le premier semestre 2018 connaisse aussi une accélération du nombre de nouveaux forages. Ceux-ci devraient contribuer à la croissance de la production américaine sur l'ensemble de l'année 2018, mais aussi sur 2019 qui, faute de nouvelle extension de l'accord, verra le retour de 1,8 million de barils par jour sur le marché.

Notre scénario est basé sur un prix du pétrole entre 65 et 75 dollars par baril en 2018, pour ensuite s'infléchir à la fin de l'accord entre OPEP et non-OPEP, voire avant si les partenaires assouplissent les réductions de production programmées. Le scénario suppose une croissance de la production américaine toujours positive et aussi peu d'interruptions de production. La production libyenne est supposée se stabiliser autour d'un million de barils et la production irakienne retrouver son niveau d'avant l'organisation du référendum sur l'indépendance kurde. Nous supposons que le Congrès américain restera dans l'accord sur le nucléaire iranien. Nous considérons enfin que le Venezuela ne parviendra pas à redresser sa production et que cette dernière continuera à décliner faute d'investissements.



Les surplus agricoles pèsent sur les prix

Le BCOM Agriculture Subindex, panier constitué des principales commodités agricoles (grandes céréales, complexe soja, sucre et café) vient de voir sa cotation rejoindre ses plus bas niveaux depuis 1991. Cet indicateur de prix illustre une situation d'excédents de production avérée ou anticipée se matérialisant par l'abondance des stocks, touchant comme rarement l'ensemble des commodités agricoles cotées sur les marchés à terme. Pour autant, toutes céréales confondues, les stocks mondiaux subiraient une première contraction en cinq ans, du fait d'une utilisation accrue en alimentation animale. La question de la conservation de ces stocks, par endroits pléthoriques, se pose également.

En blé, le marché mondial bénéficie d'une production supérieure à la consommation pour la 5^e année consécutive, bien que la récolte 2017/18 soit en baisse de 5 Mt. Le ratio stocks finaux /consommation atteint des sommets à 33,6 %. Forte d'une grosse récolte, la Russie fait preuve d'une compétitivité agressive sur la majorité des appels d'offres internationaux, orientant aujourd'hui les prix mondiaux.

Pour le maïs, la récolte se situerait en deçà de 38 Mt de son record de 2016/17, la récolte états-unienne se révélant équivalente au final. L'accroissement des usages industriels et l'incorporation en alimentation animale permettraient une nette réduction des stocks, sans impact sur les cours, capés par ceux du blé fourrager.

En soja, la production 2017/18 mais aussi la consommation devrait être quasi équivalente à la campagne record précédente, les inventaires bien pourvus restant inchangés. L'Amérique latine, principal producteur mondial avec les États-Unis, dispose de conditions climatiques plus sèches (phénomène de la Niña évoqué) susceptibles d'affecter les rendements de la prochaine récolte.

Le prix mondial du sucre est revenu sur des niveaux planchers avec le retour des excédents en 2017/18 ramenant le ratio stocks/consommation au-delà de 50 %. L'Inde voit sa production augmenter de 26 % à 25,3 Mt, ainsi que l'UE (+3,2 Mt). La hausse du pétrole contribue à la revalorisation de l'éthanol, entraînant un sursaut de la production au Brésil depuis août au détriment de la production sucrière, susceptible de la faire baisser de 2,2 Mt.

En lait, la collecte mondiale continue de progresser sous l'impulsion des États-Unis et de l'UE. Les commodités laitières connaissent des fortunes opposées avec des cotations beurre qui se sont fortement appréciées (au-delà de 6 000 €/t) et un marché de la poudre déprimé par des stocks à leur plus haut niveau depuis dix ans aux États-Unis et en Europe. Les exportations très dynamiques en début d'année, notamment en fromages, montrent des signes de ralentissement. En 2018, le prix du lait devrait donc s'infléchir au sein de l'UE.

Le blé français en quête de débouchés

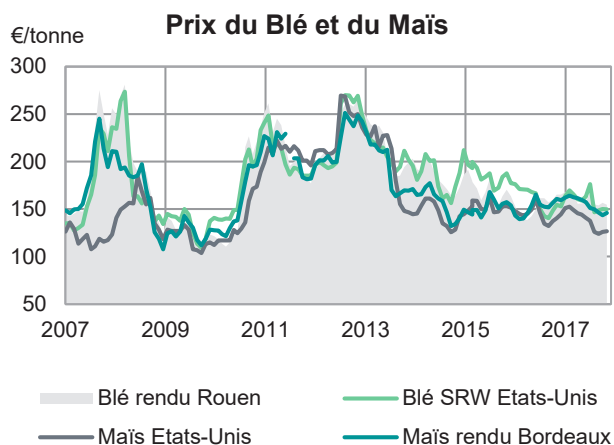
Alors que la récolte de blé est satisfaisante en qualité et quantité, la France peine cette année à retrouver ses marchés d'exportation, que sont traditionnellement l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb par manque de compétitivité mais aussi par ses difficultés de l'an passé. Le marché intérieur se montre robuste, avec 15,9 Mt de mises en œuvre attendues. Si la campagne d'exportation se présente favorablement à destination de l'UE, le retard accumulé sur le grand export fait déjà craindre un gonflement du stock de report à plus de 3,2 Mt.

Incertitudes sur la filière colza

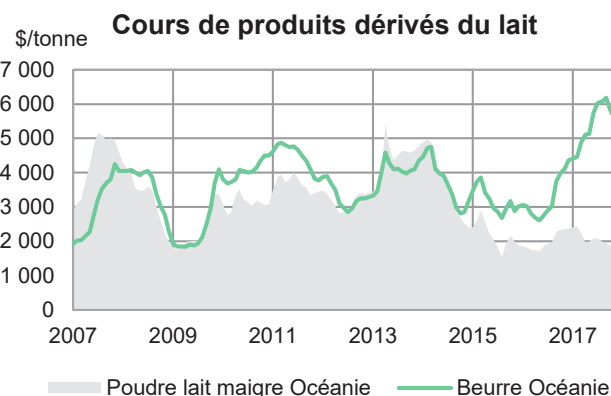
En 2018, la réouverture du marché européen au biodiesel argentin pèsera lourdement sur le bilan 2018. F.O. Licht anticipe des importations d'Argentine dépassant 1,5 Mt. Cela se traduira pour les productions européennes, principalement à base d'esters d'huile de colza à un remplacement par les importations à due concurrence, entraînant une forte contraction en Espagne (-42 %), en France (-25 %) et en Allemagne (14,5 %).

L'UE redevient exportatrice de sucre

Avec la fin des quotas, la production sucrière européenne augmente de 20 % à 20,2 Mt (dont 6,2 Mt en France), dégagant un disponible exportable de 3 Mt et un net repli des importations. Les prix domestiques après s'être alignés avec les prix mondiaux, ont divergé ensuite (345 €/t en hors quota, 490 €/t en quota en septembre). Ils devraient converger désormais avec les prix mondiaux, subissant probablement une volatilité moindre compte tenu de la faiblesse des stocks et de la contractualisation.



Sources : World Bank, Agreste, Crédit Agricole SA



Sources : USDA, Crédit Agricole SA

Un rebond des prix sur fond de volatilité des cours

Cuivre

Au cours de l'année 2016, le cours du cuivre a bondi de 4 500 \$/t - 5 000 \$/t à plus de 6 000 \$/t en fin d'année, et est resté à ces niveaux de prix pendant tout le premier semestre 2017, sur fond de menace de ruptures d'approvisionnement depuis certaines zones géographiques (négociations difficiles au Pérou qui est un des plus importants producteurs et exportateurs mondiaux).

Ces menaces ne se sont pas matérialisées, mais le prix a continué à monter au cours du second semestre 2017, suite à une économie mondiale en hausse, un dollar faible et des rumeurs selon lesquelles la Chine n'accepterait plus l'importation de certaines qualités de cuivre recyclé (« copper scrap ») à la fin de l'année 2018.

Les prix ont atteint 6 800 \$/t à la fin du mois d'août 2017, sous-tendus par une contraction des stocks de 320 kt à la mi-juillet à 230 kt à la fin du mois d'août, et des rumeurs d'investissements spéculatifs de la part de fonds chinois.

A la lumière de fondamentaux fragiles pour le secteur, en particulier une demande dont la hausse devrait être limitée à 1,7 % en 2017 et 2018, conséquence d'une utilisation de plus en plus importante du cuivre recyclé, le prix actuel doit être considéré comme « spéculatif » et pourrait être exposé à des corrections à la baisse.

Aluminium

Le prix de l'aluminium est sur une pente ascendante depuis le début de l'année 2016. Il est parti de son point bas de 1 500 \$/t et a terminé à 1 700 \$/t en décembre, avec un maximum en août à 2 100 \$/t.

Début 2017, les prix étaient difficiles à anticiper :

- d'une part, l'industrie de l'aluminium est dans une situation de surcapacité mondiale ; situation qui devrait perdurer compte tenu des nombreux projets d'ajouts de capacités prévus dans le monde ;
- d'autre part, une fermeture de capacités « illégales » et/ou polluantes par les autorités chinoises, et une croissance estimée de la demande mondiale de +5 % pour 2017/2018.

Ainsi, en 2017, les analystes tablent sur une inversion de l'équilibre offre / demande, qui passerait d'un excédent de 400 kt à mi-année à un déficit de -35 kt en fin d'année.

Les signes d'un équilibre offre / demande et de hausse des prix devraient perdurer dans les mois à venir, notamment avec un dollar faible et un maintien d'achats spéculatifs.

Cependant, sur le long terme, il semble que le prix de 2 100 \$/t soit élevé, compte tenu des fondamentaux du secteur.

Il devrait redescendre sous la barre des 2 000 \$/t une fois que les nouvelles capacités auront démarré, et que l'impact des mesures chinoises pourra être mieux appréhendé.

Nickel

Au cours de la première moitié de 2017, la situation du nickel n'était pas bonne, avec un prix à 3 mois en baisse de 11 150 \$/t en février à 8 800 \$/t à la mi-juin.

Les principales raisons de cette situation provenaient d'une surcapacité de production, principalement en Indonésie.

Depuis le début du mois de juillet, la situation a changé avec un rebond des prix qui sont montés à 12 000 \$/t en moins de deux mois. Le plus haut niveau atteint depuis novembre 2016.

On note cependant que le plus haut niveau historique (2014), était de 19 000 \$/t.

La rapide hausse des prix est principalement due, outre la faiblesse du dollar qui favorise le maintien des prix des métaux, à :

- une croissance solide de la production d'inox en Chine en 2017 (+11 % par rapport à 2016), avec une diminution des stocks de nickel dans les ports chinois ;
- une annonce de fermeture de mines et le report de l'ouverture de nouveaux projets, qui devraient permettre de maintenir les équilibres offre / demande.

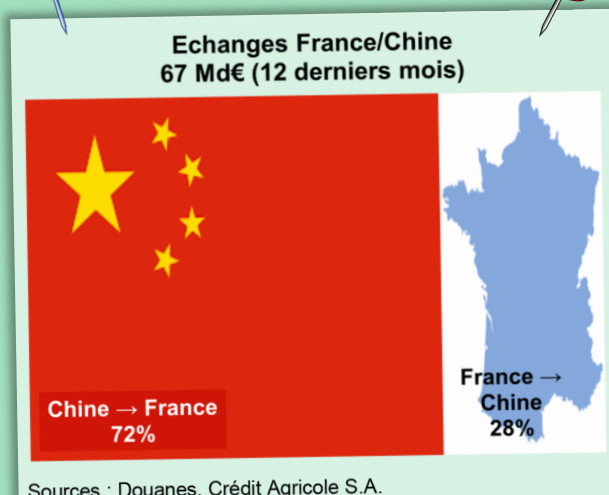
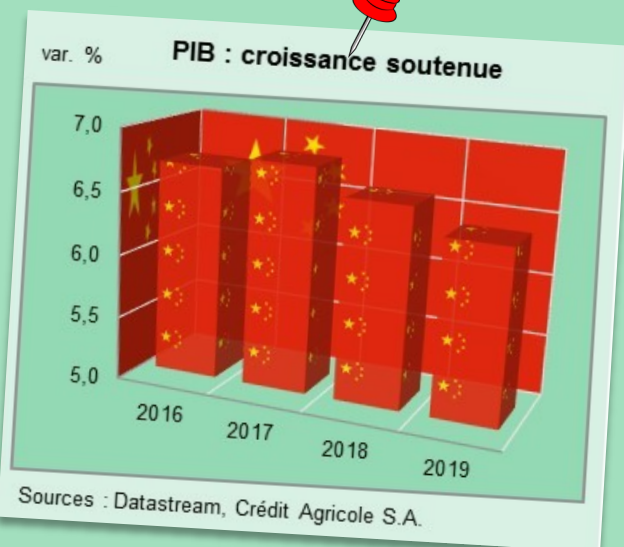
Selon les analystes, les perspectives d'offre / demande pour le marché du nickel raffiné sont d'un déficit de 33 kt en 2016, qui devrait monter à 63 kt en 2017 et 104 kt en 2018.

Au global, le prix du nickel devrait néanmoins rester volatile sur une bonne partie de l'année 2018, les hausses actuelles étant plus le résultat de spéculations que d'amélioration durable des fondamentaux.

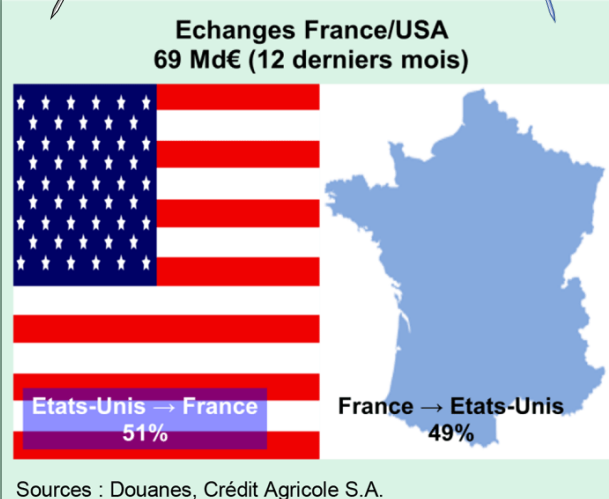
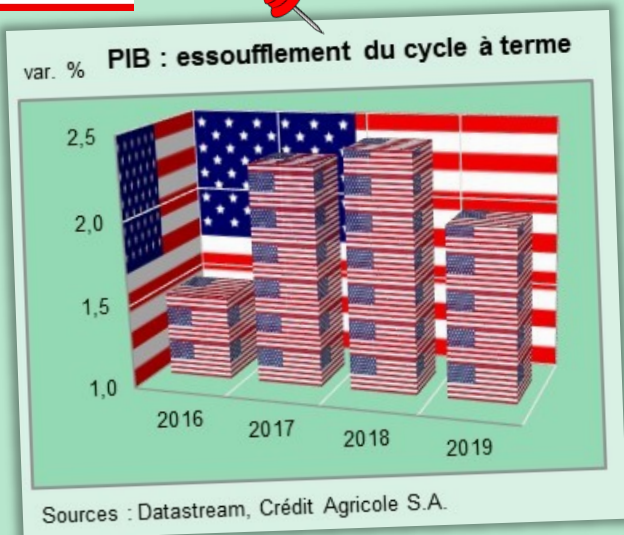
**Cours des non-ferreux au LME
(base 100 = janv 2008)**



Sources : Datastream, Crédit Agricole S.A.



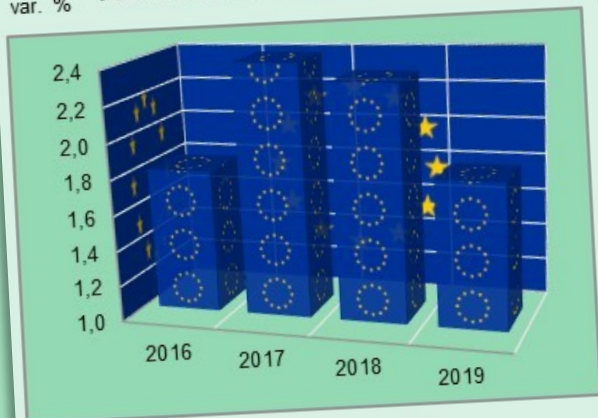
La croissance a très légèrement ralenti au T3, à 6,8%, effet des mesures engagées par Pékin pour calmer le marché immobilier et endiguer le *shadow banking*. Au 19^e Congrès du PCC, M. Xi est sorti « renforcé », ce qui laisse craindre plus de risque politique à moyen terme et devrait s'accompagner d'un contrôle accru du Parti, jusque dans les entreprises étrangères.



Au cours des deux prochaines années, le taux de croissance continuerait d'évoluer au-dessus de son taux de croissance potentiel, estimé à environ 1,8%. Le taux de chômage continuerait de se replier et baisserait sous les 4% courant 2018, ce qui finirait par générer des pressions inflationnistes sous-jacentes. A terme, nous tablons sur un lent essoufflement du cycle.



var. % **PIB : une bonne année 2019**



Sources : Datastream, Crédit Agricole S.A.

Echanges France/EU
585 Md€ (12 derniers mois)



Sources : Douanes, Crédit Agricole S.A.

Les enchaînements propices à une accélération de la croissance sont enfin réunis pour une croissance forte, autoentretenue, autonome et non inflationniste. L'absence de déséquilibres s'explique par le fait qu'à l'exception de l'Allemagne les facteurs de production ne sont pas encore pleinement utilisés.

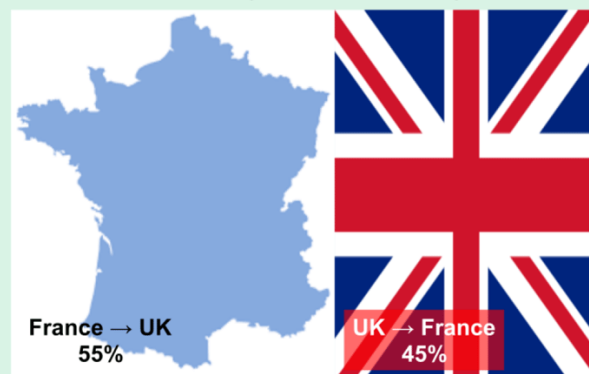


var. % **PIB : ralentissement attendu**



Sources : Datastream, Crédit Agricole S.A.

Echanges France/UK
56 Md€ (12 derniers mois)



Sources : Douanes, Crédit Agricole S.A.

La consommation privée a ralenti sous le poids de l'inflation importée consécutive à la chute de la livre en 2016. L'incertitude autour du Brexit pèse sur l'investissement. Même si le scénario de "no-deal" ne peut être écarté, la probabilité accrue d'une transition devrait permettre un ajustement dans la douceur vers la nouvelle relation avec l'UE.

TOUR DE FRANCE ÉCONOMIQUE

- ÉCONOMIE FRANCE
- FINANCEMENTS
- RÉSUMÉS SECTORIELS
- INFOGRAPHIES

France : la croissance maintient son rythme

Alors qu'en 2016, pour la troisième année consécutive, la croissance française avait avoisiné 1 % (1,1 %), celle-ci a connu en 2017 une accélération assez nette. A l'issue de la publication du PIB du troisième trimestre, l'acquis de croissance atteint 1,7 % et, selon notre scénario, la croissance atteindrait 1,8 % sur l'année. En 2018, nous tablons sur la poursuite d'une croissance soutenue, sans accélération toutefois par rapport au rythme constaté en 2017 (1,7 %).

Les indicateurs conjoncturels avancés confirment l'enclenchement d'un cercle plus vertueux pour la croissance. Avec retard, notamment par rapport aux États-Unis, un tel enchaînement semble désormais en mouvement en France. Les indicateurs conjoncturels, aussi bien les données d'enquête que les données dures, sont bien orientés. En novembre, le climat des affaires de l'Insee connaît une nouvelle amélioration pour atteindre son niveau le plus haut depuis janvier 2008. L'indice PMI est également à son meilleur niveau depuis six ans et demi. Rapportée aux trois mêmes mois de 2016, la production industrielle est en nette hausse (+2,7 %). Seule ombre au tableau, la consommation des ménages en biens est en recul de 0,6 % sur un an en octobre, du fait d'un ralentissement ponctuel des dépenses en énergie et en biens fabriqués.

Si les hypothèses internationales et financières que nous retenons suggèrent également un cadre propice à la poursuite d'une reprise soutenue, leur soutien sera un peu moins marqué en 2018. La croissance mondiale connaît une expansion à un rythme proche de 4 % l'an, un niveau inédit depuis 2010, cette croissance étant largement diffusée à l'ensemble des principales zones économiques. En particulier, aux États-Unis, elle atteindrait 2,4 % en 2018, après 2,3 % en 2017, portée principalement par une dynamique favorable de créations d'emploi et une reprise modérée de l'investissement des entreprises. La croissance chinoise serait un peu ralentie en 2018, à 6,6 % après 6,8 % en 2017, avec notamment un ralentissement graduel dans le secteur immobilier. Concernant les hypothèses financières, la hausse constatée en 2017 du prix du baril serait en partie corrigée pour atteindre 63 dollars fin 2018. Les conditions de financement des agents resteraient par ailleurs très favorables avec des taux courts proches de zéro et un taux long OAT dix ans encore très bas. Les taux 10 ans remonteraient de manière progressive pour atteindre 1,15 % fin 2018, contre 0,7 % en décembre 2017. Enfin, aussi bien l'accélération de la croissance en zone euro que les flux de portefeuille entrant et la perspective d'une politique monétaire moins accommodante plaident pour une poursuite de l'appréciation de l'euro. Celle-ci serait toutefois moins marquée en tendance que lors du second semestre 2017. On prévoit un euro-dollar à 1,25 fin 2018, contre 1,19 en décembre 2017. Dans ce contexte, la reprise en zone euro, et *a fortiori* en France, reposerait sur une composante cyclique plus importante, la conjoncture s'améliorant à la faveur d'une reprise auto-entretenu (emploi-consommation-investissement...).

Compte tenu de cet environnement, quelles seraient les composantes de la croissance en France ? La consommation des ménages reste le pilier de la croissance. Après un léger ralentissement en 2017 (+1,2 %), la consommation des ménages accélérerait à nouveau en 2018 (+1,6 %). En 2018, le revenu disponible brut en valeur continuerait de progresser (+2,6 %, après +2,7 %), porté notamment par une progression encore soutenue des effectifs, en dépit de l'arrêt de la prime à l'embauche PME et d'un moindre effet du CICE. Les évo-

lutions récentes du marché de l'emploi témoignent d'ailleurs d'une meilleure dynamique. Ainsi, sur un an, l'emploi salarié privé augmente de 1,3 % au troisième trimestre. A noter qu'il s'agit du dixième trimestre consécutif de hausse. On peut également souligner l'accélération de la hausse des salaires au cours des derniers trimestres (+2,1 % au deuxième trimestre, contre +1,2 % en 2016 en moyenne annuelle). Au-delà, on retient que la poursuite des créations d'emplois permettrait une lente décline du taux de chômage qui atteindrait 9,0 % en 2018 en moyenne annuelle contre 9,3 % en 2017 (chiffres BIT Insee, France métropolitaine). Par ailleurs, la pression fiscale diminuerait un peu en 2018 à la faveur des baisses d'impôts prévues par le gouvernement. En revanche, le rythme de progression des prestations sociales ralentirait. Enfin, le retour de l'inflation resterait assez timide (1,1 % en moyenne annuelle en 2018), ce qui permettrait des gains de pouvoir d'achat assez stables. Le taux d'épargne resterait élevé mais reculerait un peu (14,4 % en 2018).

L'investissement poursuivrait sa progression pour la cinquième année consécutive. À l'amélioration des marges et des profits des entreprises s'ajoute une hausse du taux d'utilisation des capacités de production, suggérant une poursuite de la reprise de l'investissement. Le taux de marge des sociétés non financières a atteint 31,7 % au deuxième trimestre 2017, un niveau assez élevé et assez stable depuis la mi-2015. En 2017, les profits après dividendes des sociétés non financières progresseraient nettement (+8 %), après une hausse de 4 % en 2016 et de 13 % en 2015. Nous prévoyons une hausse de 4,2 % de l'investissement des entreprises en 2018, similaire à celle de 2017. L'investissement des ménages, qui a connu un net rebond en 2017 (+5 %), en raison de la hausse passée des ventes de logements neufs, connaîtrait un ralentissement en 2018 (+3,2 %), du fait notamment du recentrage du dispositif Pinel. L'investissement public, en recul depuis 2013, serait soutenu par le plan d'investissement, mais sa contribution à la croissance resterait marginale.

Après avoir été négative pour la cinquième année consécutive en 2017 (-0,6 point), la contribution nette du commerce extérieur à la croissance le resterait en 2018 (-0,4 point) en raison d'un contexte de change moins favorable dû à la remontée de l'euro. Depuis le début 2017, l'effet défavorable de la hausse du taux de change effectif nominal de l'ordre de 5 % coûterait environ 0,2 point de croissance en 2018, annulant partiellement les effets positifs de la reprise du commerce mondial, tirée par les pays émergents. De plus, en dépit des politiques mises en place depuis 2014 afin d'endiguer le déficit structurel de compétitivité (prix et qualité) de l'économie française, les exportations progressent à un rythme inférieur à celui de la demande mondiale adressée à la France au premier semestre 2017, la France continuant à perdre des parts de marché. Les importations quant à elles resteraient dynamiques, dans le sillage d'une demande interne qui reste nourrie.

Au global, nous retenons comme perspective en 2018 une reprise encore soutenue en France mais sans accélération. Toutefois, des incertitudes pèsent sur ce scénario. On peut citer notamment le risque d'un retournement conjoncturel aux États-Unis, après une expansion de près de huit années, le risque d'un ralentissement chinois plus marqué que prévu, ou encore l'incertitude liée au contexte électoral en Europe (Espagne, Italie, Allemagne).

Financement des entreprises : l'excès d'endettement va-t-il durer ?

En France, le taux d'endettement des sociétés non financières (SNF) s'est fortement accru depuis 2008 (+36 points de la valeur ajoutée). Notamment, l'endettement des entreprises françaises a continué de progresser alors qu'un mouvement généralisé de désendettement avait lieu dans la plupart des pays européens. L'endettement des entreprises françaises est aujourd'hui proche de celui des entreprises des pays d'Europe du Sud : il atteint 144 % de la valeur ajoutée en juin 2017, versus 121 % en moyenne en zone euro, 132 % en Espagne et 152 % en Italie.

Plus précisément, entre 2008 et 2015, la hausse de l'endettement des entreprises françaises s'expliquait exclusivement par la hausse de l'endettement de marché (obligations et TCN). L'encours de crédit a bien résisté sur la période mais est resté stable rapporté à la valeur ajoutée. La part de l'endettement bancaire dans l'endettement total des sociétés non financières est ainsi passée de 74 % fin 2008 à 61 % fin 2015, niveau auquel elle s'est stabilisée depuis. Ce mouvement d'arbitrage entre endettement de marché et crédits est surtout vérifié pour les grandes entreprises, qui bénéficient d'un accès facilité aux marchés financiers. Les grandes entreprises ont également profité sur cette période de conditions favorables, en raison du contexte de taux bas et d'une demande forte des investisseurs. À l'inverse, les PME et ETI continuent de financer leur endettement principalement *via* le canal bancaire. Depuis 2015, la hausse de l'endettement des entreprises françaises se poursuit, alors même que la reprise du crédit est enclenchée, portée par l'embellie économique. Autrement dit, il n'y a pas eu de mouvement d'arbitrage inverse entre financement bancaire et titres de marché.

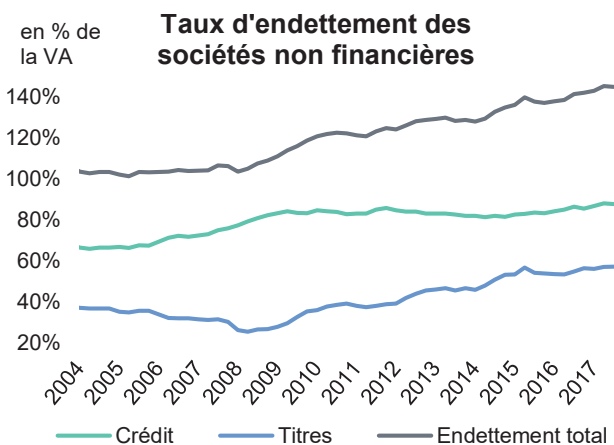
Sur le plan comptable, le niveau élevé du taux d'endettement des entreprises et son accroissement continu sont le reflet de deux éléments : 1) le besoin de financement croissant des entreprises, 2) la contrepartie d'opérations financières. Ainsi, entre 1986 et 1993 (période de libéralisation financière) puis entre 1996 et 2000 (bulle boursière), la croissance de l'endettement des SNF françaises traduisait principalement le dynamisme des opérations financières. Depuis, l'endettement des SNF est fortement corrélé à leur besoin de financement externe. En France, ce besoin est élevé : la capacité d'autofinancement des entreprises françaises ne suffit pas à combler leurs dépenses d'investissement et le financement des stocks. Pourtant, depuis 2015, la situation financière des entreprises s'améliore. Les réformes mises en œuvre (CICE, pacte de responsabilité), combinées à

un environnement externe favorable (recul des prix énergétiques et très bas niveau des taux d'intérêt), ont facilité la restauration des marges et la hausse des profits. Si le besoin de financement reste important ces dernières années, cela s'explique par un regain marqué des dépenses d'investissement (hausse du taux d'utilisation des capacités de production) concomitant à un mouvement de restockage (lié à la reprise économique dite technique). En 2018, le redressement des marges et des perspectives de profits grâce à la poursuite des allègements de charges et à l'amélioration des débouchés devraient pousser les entreprises à continuer d'investir. Mais le besoin de financement des stocks sera moindre alors que la croissance des profits restera soutenue. Globalement, le besoin de financement externe se réduira légèrement.

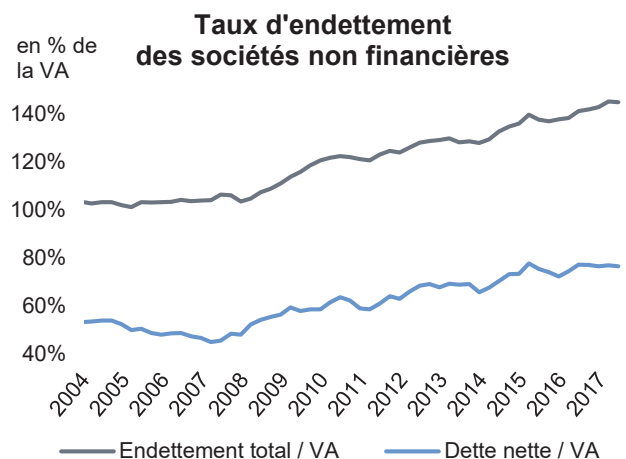
Néanmoins, la légère réduction attendue du besoin de financement en 2018 ne se traduira pas nécessairement par un désendettement des entreprises françaises. En effet, une part de l'augmentation rapide de l'endettement des entreprises françaises depuis la crise de 2008 s'explique par le contexte financier très favorable. Les taux d'intérêt sont historiquement bas et la demande des investisseurs pour de la dette d'entreprise a été très forte, en particulier dans le cadre de la politique d'achats de titres de la BCE. Les entreprises françaises ont donc été incitées à s'endetter au-delà de leur besoin de financement externe, afin de réaliser des opérations financières. Plus précisément, la Banque de France estime¹ que l'excès d'endettement des entreprises françaises a été pour une large part utilisé pour financer des acquisitions : entre 2012 et 2016, la part de l'investissement de croissance externe dans l'investissement total des entreprises est passé de 2,5 % à 9,8 %. Les entreprises françaises ont par ailleurs constitué sur la période une trésorerie record : la dette financière nette des entreprises françaises se stabilise depuis 2015.

En 2018 et au-delà, la légère hausse attendue des taux d'intérêt et la réduction progressive du programme d'achats de titres par la BCE devraient venir réduire le recours à l'endettement de marché et participer ainsi à une réduction progressive de l'excès d'endettement. Par ailleurs, la poursuite de réformes visant à améliorer la situation financière des entreprises continuera de restaurer leur capacité de financement et favorisera *in fine* l'inflexion de la dynamique d'endettement.

¹ in *Bulletin de la Banque de France* n°214, novembre-décembre 2017.



Sources : Banque de France, Insee, Crédit Agricole SA



Sources : Banque de France, Insee, Crédit Agricole SA

France : l'activité des secteurs en 2018

RELAIS DE CROISSANCE

Santé :

Pour le moyen terme (2019-2020), la filière Santé va devoir se réinventer pour améliorer son efficacité face à une population vieillissante toujours plus consommatrice de soins.

Tourisme :

L'objectif gouvernemental à l'horizon 2020 est de 100 millions de touristes internationaux et de 50 Md€ de recettes. L'objectif de 100 millions est ambitieux bien qu'atteignable : il suppose une progression moyenne de 4% l'an supérieure à la moyenne de long terme de 3% environ.

Energies renouvelables :

La capacité installée en ENR devrait continuer à croître pour atteindre entre 71 GW et 78 GW d'ici 2023, selon la PPE. A l'horizon 2020, la loi de Transition énergétique fixe l'objectif d'une réglementation environnementale ambitieuse pour les bâtiments neufs avec la généralisation des bâtiments à énergie positive. Pour le Plan de rénovation énergétique, 1,8 Md€ seront également investis dans la rénovation des bâtiments appartenant à l'État et 3 Md€ pour ceux des collectivités locales.

SECTEURS FONDAMENTAUX

IAA hors boissons : +0,6 %

On peut s'attendre à une année 2018 caractérisée par une production un peu plus importante, mais au prix d'un resserrement des coûts et des prix qui affectera la progression des chiffres d'affaires.

Boissons : +2,5 %

La production française de boissons devrait bénéficier favorablement de l'effet Coupe du monde qui dynamise traditionnellement la consommation de boissons et possiblement d'une météo estivale mieux orientée.

Aéronautique : +3,0 %

L'activité de la filière bénéficie de la hausse du trafic aérien mondial et de la montée en puissance des programmes moyen-courrier A320neo et B737 Max.

Industrie automobile : +1 %

Après une année 2017 marquée par une conjonction de facteurs favorables, la production française de VL progressera de 1 % en 2018.

BTP : +4,1 %

Le secteur du BTP en France enregistrera une nouvelle accélération de sa croissance d'activité, qui atteindra un pic en 2018, avant de décélérer à partir de 2019.

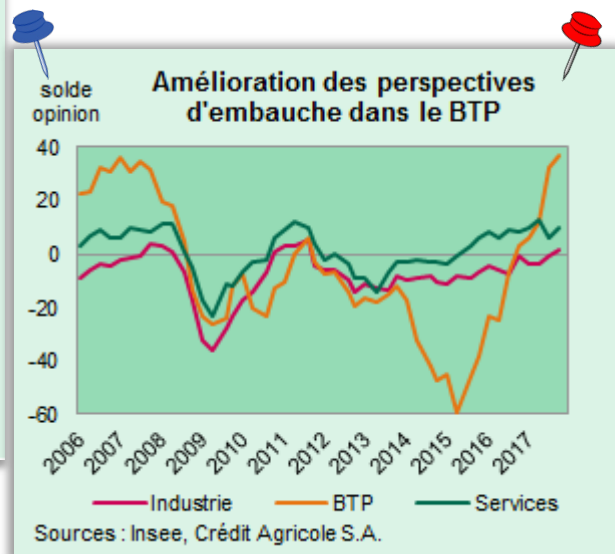
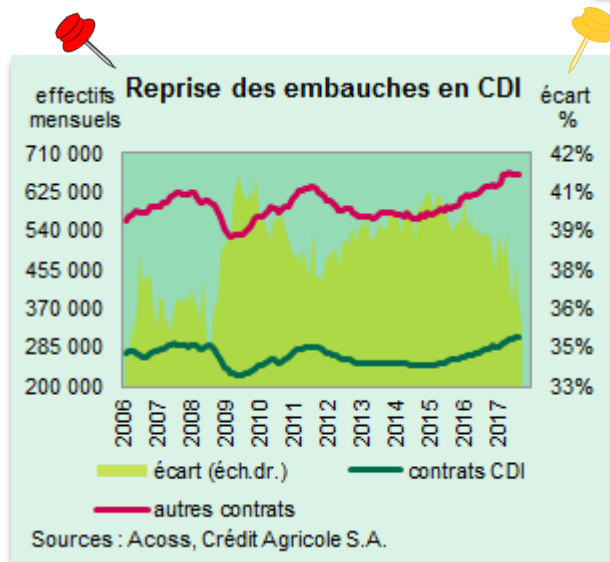
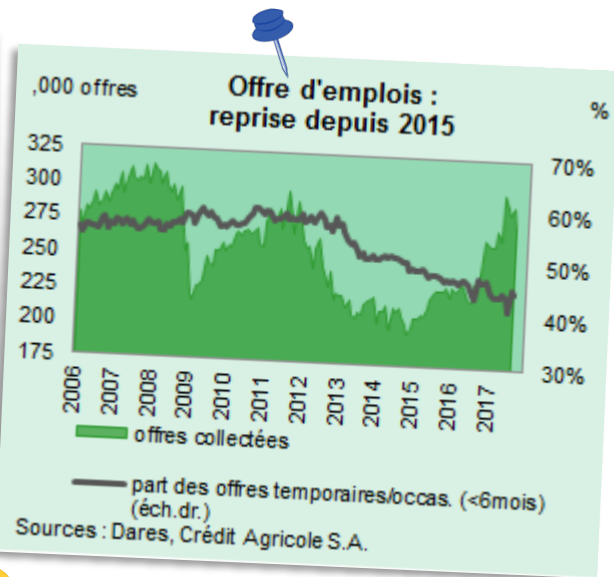
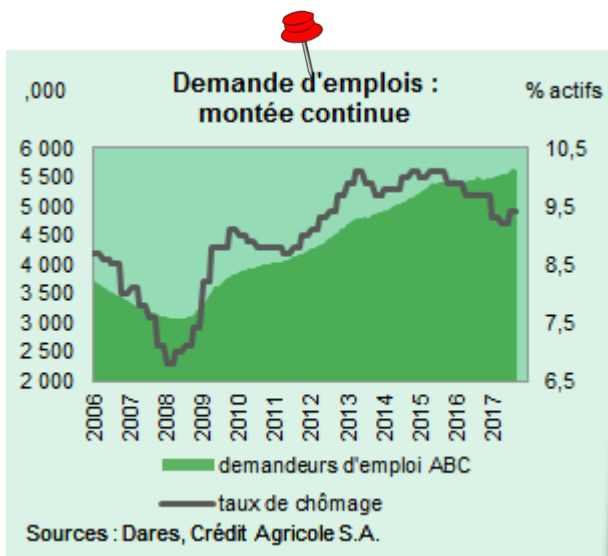
Prévisions d'activité des secteurs en 2018

Evolution en % et volume

2013 2014 2015 2016 2017e 2018p

Secteurs fondamentaux						
Industries agro-alim. hors boissons	-2,1	-0,1	0,5	0,9	-0,6	0,6
Boissons	-3,9	3,5	4,1	-0,7	2,8	2,5
Aéronautique	3,0	2,0	2,0	4,0	4,0	3,0
Industrie automobile	-12,2	4,0	6,0	4,0	9,0	1,0
Bâtiment	-4,5	-4,2	-3,2	2,0	3,7	4,4
Logement neuf	-13,1	-9,7	-3,8	4,4	9,1	9,3
Non-résidentiel neuf	-1,3	-6,3	-12,8	2,1	5,5	8,5
Entretien-rénovation	-1,1	-1,1	0,0	1,0	1,0	1,0
Travaux publics	-3,4	-3,9	-5,0	3,0	2,5	3,0

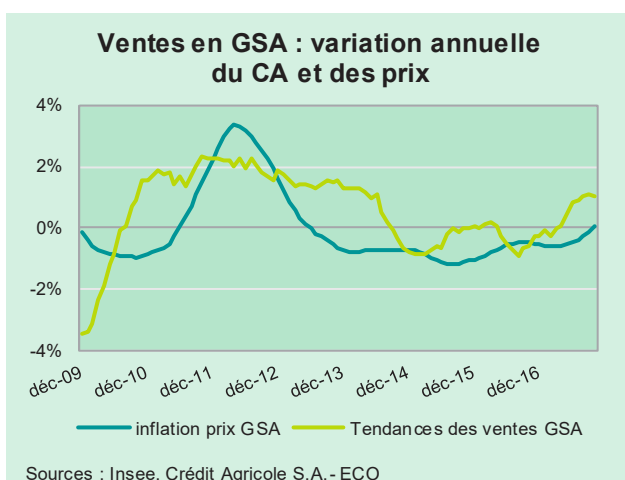
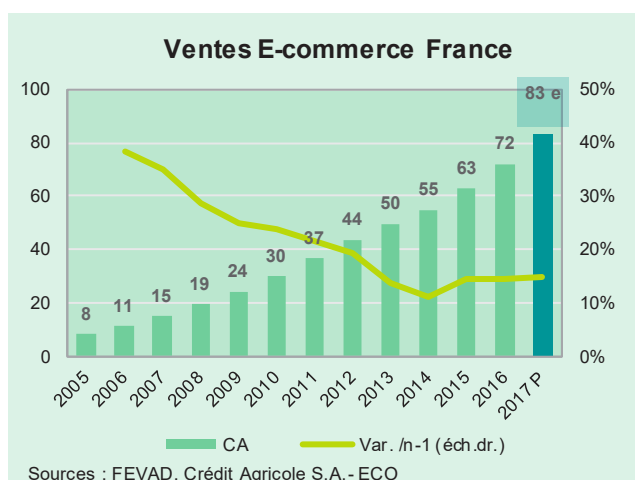
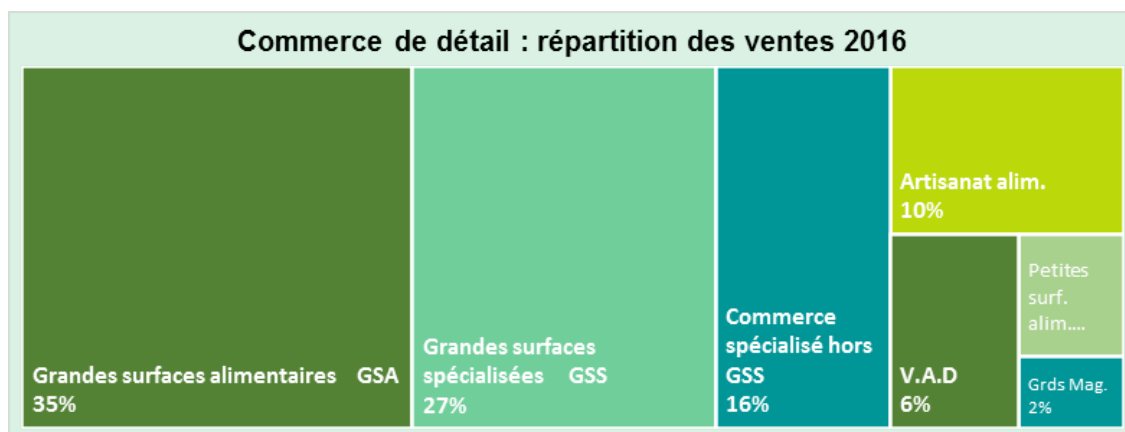
Source : Crédit Agricole S.A.



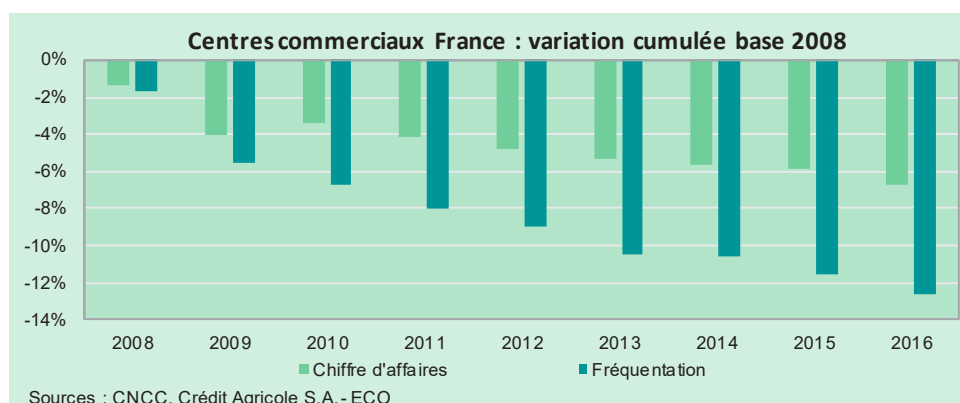
La population des demandeurs d'emploi a quasiment doublé au cours de la période 2008-2015 pour représenter plus de 10% des actifs. La reprise des offres d'emploi à compter de 2015 a permis de ralentir la progression des effectifs en recherche d'emploi mais non d'en infléchir la tendance sur les années suivantes.

Malgré la baisse notable de la part des emplois temporaires dans les offres collectées, les embauches conclues en contrat CDI ne progressent que modérément et l'écart entre formes de contrat ne se resserre que faiblement.

Dans les services et l'industrie, l'opinion des chefs d'entreprise n'a pas évolué significativement : modérément favorable pour les services et indécis pour l'industrie. Dans le BTP, l'opinion s'inscrit dans une dynamique de redressement très sensible depuis début 2015 pour atteindre à fin 2017 un niveau significativement optimiste voisin de celui de 2007.



En 2017, les facteurs sous-jacents de la consommation des ménages s'améliorant, le grand commerce alimentaire voit ses ventes en valeur progresser de nouveau. La phase de « guerre des prix alimentaires » (déflation entre l'été 2013 et l'été 2017) se referme. Cependant, les plus grands formats de distribution (hypermarchés) sont à la peine. L'intégralité de la croissance du commerce de détail s'enregistre sur le canal des ventes Internet : il aura probablement dépassé 80 Md€ en 2017. En croissance toujours soutenue, le E-commerce participe à un univers de consommation évolué, où se rencontrent, grâce aux technologies digitales, de nouveaux comportements (échange-troc de biens et services, économie collaborative...). La fréquentation des points de ventes classiques ralentit.



TOUR DE FRANCE SECTORIEL

- **RELAIS DE CROISSANCE GROUPE**

- SECTEURS FONDAMENTAUX

Légende

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume

Santé

Structure de la filière

Positionnement en France

La filière Santé-Vieillesse englobe des entreprises industrielles (médicaments, dispositifs médicaux) et des établissements – publics et privés – de services assurant les soins et la prise en charge de la population. En France, les dépenses courantes de santé représentent environ 11% du PIB.

Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle des pays de l'Union européenne, les dépenses courantes de santé (DCS) rapportées au PIB placent la France au 1^{er} rang. Mais dans l'échelle d'efficacité des systèmes européens de santé (Powerhouse, indice EHCI), la France a rétrogradé de la 1^{re} à la 11^e place entre 2005 et 2016, loin derrière les pays d'Europe du Nord (Pays Bas, Allemagne...). Si la densité de médecins par rapport à la population reste élevée en France, elle a néanmoins stagné sur la période 2000-2015, tandis qu'elle progressait au rythme de plus de 1% par an dans l'Union.

Tendances historiques

Notre système de soins s'inscrit dans un contexte de réduction du déficit récurrent des assurances sociales et notamment de la branche maladie.

Entre 2000 et 2015, le système hospitalier a vu ses capacités d'accueil baisser de -9,4% principalement par fermeture de lits d'hospitalisation complète en sections MCO (-13,5%) et USLD (-62,5%). Le développement des soins ambulatoires et les ouvertures d'EHPAD ont rendu possible cette évolution. En corollaire, de nombreuses places d'hospitalisation partielle ont été ouvertes en sections MCO et SSR.

Parallèlement, les « maisons de retraite » (EHPA) ne répondant plus aux aspirations des seniors non dépendants (évolution des mentalités et des modes de vie) et la question de la dépendance se posant avec l'allongement significatif de l'espérance de vie, les EHPA ont été médicalisées et ainsi converties en EHPAD.

Bilan de l'année 2017 :

Conformément à l'objectif, les dépenses globales de santé devaient s'élever à 190,7 Md€ en progression de +2,1% par rapport à celles de 2016, se répartissant principalement entre les soins de ville (46%), les soins hospitaliers (41%) et la filière de prise en charge de la dépendance et du handicap (11%).

Sanitaire

Plus de 3 300 établissements dont un tiers d'entreprises commerciales

Plus de 450 000 lits et places d'hospitalisation dont plus de la moitié affectée aux soins en court séjour

12,6 millions de patients pris en charge en 2016 dont 97% en court séjour

Ind. pharmaceutique

247 entreprises françaises

CA +54 Md€ dont 47% à l'exportation, 38% en ville et 15% en hôpital

36% du marché remboursable sous forme générique

Médico-social

Plus de 11 000 structures dédiées au handicap et plus de 10 000 pour l'accueil des seniors

Un total voisin de 900 000 places dont 720 000 pour les seniors (principalement Ehpad)

Engagement limité des entreprises commerciales (22% des capacités Ehpad)

Equip. médical

Plus de 1 300 entreprises composées à 92% de TPE et de PME

Une filière qui génère un CA de 28 Md€, dont 8 Md€ à l'export

Des entreprises concentrées pour plus de 50% en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Les dépenses de ville s'établiraient autour de 86,8 Md€, soit un dépassement voisin de 300 M€ imputable à une dynamique plus forte que prévu des dépenses de médicaments remboursés en officine de ville (effet volume plus important qu'anticipé et moindre pénétration de génériques) et des indemnités journalières suite à une augmentation des arrêts pour accidents du travail.

Pour les soins hospitaliers, les dépenses proches de 79,1 Md€ seraient inférieures de 80 M€ à l'objectif du fait de la montée en charge plus tardive qu'anticipé de l'utilisation des médicaments et dispositifs innovants inscrits sur la liste en sus.

Pour la filière médico-social, la contribution de l'Assurance-maladie serait ramenée autour de 20 Md€ avec une enveloppe voisine de 9 Md€ pour les personnes âgées et d'un peu moins de 11 Md€ pour les personnes handicapées.

Au total, les réalisations de l'Ondam 2017 seraient conformes au vote de la LFSS pour 2017.

	Filière Santé	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p
<i>var. en valeur</i>	évolution de l'Ondam	2,7%	2,3%	2,2%	2,4%	2,0%	1,8%	2,1%	2,3%
<i>var. en volume</i>	dépenses soins hospitaliers	2,7%	2,5%	1,9%	2,3%	2,1%	2,0%		
<i>var.%</i>	<i>indice de prix</i>	-0,1%	0,0%	0,6%	0,5%	-0,6%	0,2%		
<i>var. en volume</i>	dépenses soins de ville	3,1%	2,0%	1,8%	2,0%	1,9%	3,1%		
<i>var.%</i>	<i>indice de prix</i>	1,1%	0,9%	0,8%	0,3%	0,4%	2,0%		
<i>var. en volume</i>	dépenses médicaments	3,5%	2,2%	2,7%	6,6%	3,4%	4,1%		
<i>var.%</i>	<i>indice de prix</i>	-2,0%	-3,1%	-4,4%	-4,7%	-4,0%	-3,7%		
<i>var. en volume</i>	dépenses dispositifs médic.	5,1%	3,9%	3,6%	3,9%	3,8%	4,5%		
<i>var.%</i>	<i>indice de prix</i>	0,5%	0,5%	0,4%	0,3%	-0,2%	-0,8%		
<i>% conso. de soins</i>	reste à charge patients	6,9%	6,8%	6,5%	6,4%	6,3%	6,3%		
<i>millions</i>	patients en ALD	11,3	11,8	12,0	12,3				
<i>millions</i>	population 75 ans et plus	5,67	5,75	5,82	5,89	5,97	5,98	5,99	6,01

Sources : Sécurité sociale, Drees, Score-Santé, Insee, Crédit Agricole SA

Santé

Perspectives pour l'année 2018

Les dépenses entrant dans le champ de l'Assurance-maladie progresseraient de 4,5 % en 2018, compte tenu de la prévision d'exécution de l'Ondam 2017, des tendances démographiques de moyen terme et des nouvelles dépenses prévues pour 2018 (e.g. revalorisation tarifaire de la médecine de ville à hauteur de 460 M€, revalorisation des taxis, meilleure indemnisation des maladies professionnelles...).

Pour limiter la croissance de l'Ondam 2018 à 2,3 %, soit 195,2 Md€, les pouvoirs publics ont prévu une enveloppe de mesures et d'économies de près de 4,2 Md€. La filière des produits de santé serait particulièrement mise à contribution avec un effort de 1,2 Md€ dont près de 800 M€ d'effet prix.

La médecine hospitalière et dans une moindre mesure celle de ville ainsi que la filière médico-sociale seraient également mises à contribution avec notamment des objectifs d'économies liées à la pertinence des soins, à une optimisation des achats et au virage ambulatoire des prises en charge.

Au total, les dépenses de soins de ville progresseraient de 2,4 %, celles consacrées aux soins hospitaliers de 2 % et celles de la filière médico-sociale de 2,6 %.

Perspectives à moyen terme : 2019-2020

Pour le moyen terme, la filière Santé va devoir se réinventer pour améliorer son efficacité face à une population vieillissante toujours plus consommatrice de soins.

Glossaire :

EHPA : établissement d'hébergement de personnes âgées (non médicalisé), en langage courant « maison de retraite ».

EHPAD : établissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes (et donc médicalisé).

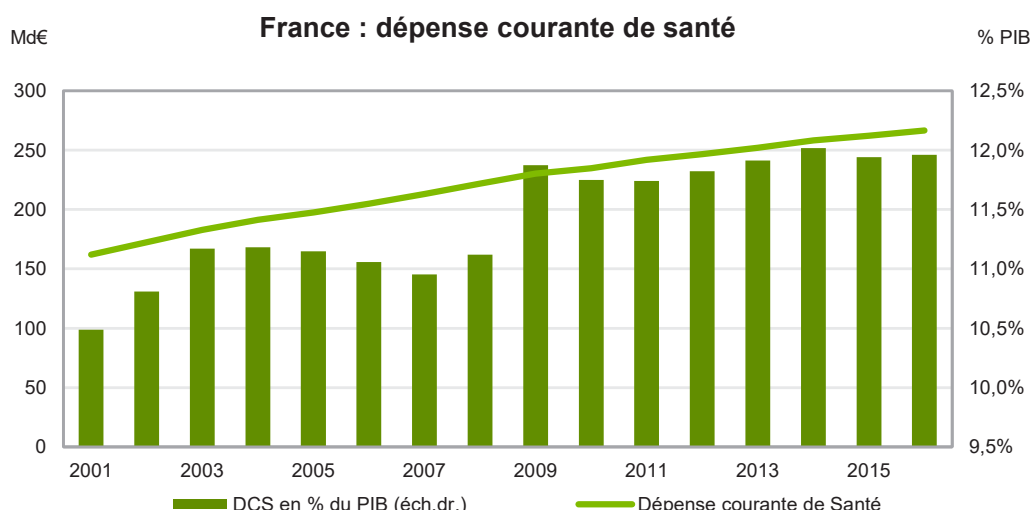
LFSS : loi de financement de la Sécurité sociale.

MCO : établissements de soins en Médecine/Chirurgie/Obstétrique.

ONDAM : objectif national des dépenses d'assurance-maladie.

SSR : établissement de soins de suite et de réadaptation.

USLD : unité de soins de longue durée (concerne majoritairement des personnes âgées dépendantes), un équivalent hospitalier des EHPAD.



Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2017	Johnson & Johnson	Le groupe américain rachète la société suisse de biotechnologies Actelion pour plus de 30 Md\$. Actelion, spécialiste de l'hypertension, est en plein développement sur le terrain des maladies graves aux thérapies limitées (e.g. SEP).
T2-2017	Elsan	Elsan absorbe Médipôle Partenaires et devient co-leader de l'hospitalisation privée en France avec 123 établissements exploités et 6 500 praticiens face à Ramsay/GDS (6 000 médecins, 130 établissements).
T3-2017	Mission Iborra	La mission parlementaire souligne une dégradation notable des conditions de travail en Ehpad (et donc d'accueil des seniors), compte tenu de sous-effectifs en personnel et de la sous-médicalisation des établissements.
T3-2017	PLFSS 2018	Baisse des tarifs des dispositifs médicaux pour réaliser une économie de 100 M€. En parallèle, Les fabricants seront surtaxés au-delà d'un certain volume de ventes pour freiner la progression des dépenses.

Tourisme

Structure de la filière

Positionnement en France

La filière Tourisme en France compte, à fin 2016, 300 000 entreprises dont 83 % en restauration et 16 % en hébergement. Avec 1,3 million de salariés, elle réunit environ 7 % de l'effectif salarié du pays. La consommation touristique intérieure représente 7,1 % du PIB 2016, dont 2,3 % pour celle des visiteurs non-résidents ; hors résidences secondaires et transport, dont la part tourisme est difficile à appréhender, elle représente 2,4 % du PIB.

Positionnement dans l'Union européenne

Avec 82,6 millions de touristes internationaux en 2016, la France reste la première destination mondiale, malgré une part de marché déclinante (13,4 % des arrivées internationales européennes vs 15,4 % en 2012). En termes de recettes, la France n'est que 5^e mondiale, derrière les États-Unis, l'Espagne, la Thaïlande et la Chine ; sa part de marché européenne subit également une érosion, passant de 11,7 % en 2012 à 9,5 % en 2016. Ce classement est lié à la géographie de la France, pays de transit vers l'Europe du Sud pour de nombreux touristes nord-européens.

Tendances historiques

Sur la période 2010-2016, la consommation touristique intérieure en France connaît une progression continue au rythme moyen de 2 % par an.

2016 a été une mauvaise année, marquée par des attentats répétés depuis 2015, qui ont notamment conduit nombre de visiteurs étrangers à bouder la France, faisant ainsi chuter la consommation touristique des non-résidents de -3,1 % ; cette désaffection a touché notamment Paris et la Côte d'Azur. En revanche, la consommation touristique des résidents s'est mieux tenue (+1,5 %), ce qui a permis de réaliser en 2016 une année blanche, avec une consommation touristique intérieure globalement stable par rapport à 2015.

Bilan de l'année 2017 : -1 % en volume

Pour ce qui concerne l'exercice 2017, les voyants sont au vert et on devrait observer un rebond sensible de l'activité touristique.

Ainsi le nombre de nuitées en métropole vient de connaître quatre trimestres consécutifs de hausse de T4 2016 à T3 2017.

Hébergement : 13 % de l'effectif salarié de la filière

montée en gamme
nouveaux concepts : lifestyle, hostels, coworking...
concurrence croissante des plateformes de location entre particuliers : #20 % des nuitées marchandes au T4 2016

Restauration : 44 % de l'effectif salarié de la filière

croissance du nombre d'établissements sous enseigne
mais recul du CA unitaire et de la rentabilité
demande atone avec des consommateurs exigeants sur les prix et la sécurité alimentaire

Transports : 34 % de l'effectif salarié de la filière

Zoom sur les remontées mécaniques (RM) :
- fréquentation stations en baisse
- ratio invest/recettes atteint un plus bas de 23 %
- aléa climatique fort : retard en neige de culture par rapport aux concurrents

Autres Services : 9 % de l'effectif salarié de la filière

TO et agences : bousculés par les acteurs internet (OTA) et une demande de + en + "à la carte"
Parcs de loisirs : secteur atomisé (plus de 600 structures en France, mais concentré dans les mains de peu d'opérateurs (CDA, Disney, Puy du Fou...) ; pipeline de projets important

Au total sur les neuf premiers mois 2017, les nuitées d'hôtel en métropole sont en progression de 4,9 % et atteignent un niveau record sur les sept dernières années. La hausse de la fréquentation est tirée par l'Île-de-France (+11,0 %). Les non-résidents retrouvent le chemin des hôtels (+8,1 %) et leur nombre de nuitées revient presque à son niveau record des neuf premiers mois 2015. Les nuitées des résidents enregistrent pour leur part une solide croissance à 3 %. Après une chute de -5,1 % en 2016, le RevPAR hôtelier marque un net rebond, avec une progression de +3,7 % sur neuf mois 2017. Cette hausse est due à une meilleure fréquentation (le taux d'occupation gagne 3,3 points à 68,4 %), alors que le prix moyen reste sous pression (-1,3 %, recul en diminution toutefois au fil des mois) sous l'effet notamment de la concurrence des plateformes de location entre particuliers.

Pour ce qui concerne les nuitées en hôtellerie de plein air (la saison court d'avril à septembre) la progression 2017 s'établit à 5,5 % et atteint, elle aussi, un niveau record. Le rebond concerne aussi bien les résidents (+6,0 %) que les non-résidents (+4,5 %).

Filière Tourisme		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p
millions	arrivées internationales en France	81,6	83,1	83,6	83,7	84,5	82,6	89,0	
var. en volume	arrivées internationales en France	5,2%	1,8%	0,6%	0,1%	1,0%	-2,2%	7,8%	3,9%
%	pourcentage du total européen	15,8%	15,4%	14,8%	14,4%	14,0%	13,4%		
Md€	contribution touristique intérieure	151,0	153,6	155,22	157,5	158,9	158,9	164,4	
var.%	contribution touristique intérieure	7,3%	1,7%	1,1%	1,5%	0,9%	0,0%	3,4%	
point de %	contribution à l'évolution des visiteurs résidents	4,4	0,1	0,8	0,9	0,4	1,0	0,9	
point de %	contribution à l'évolution des visiteurs non résidents	2,9	1,6	0,3	0,6	0,5	-1,0	2,5	
Md€	invest. dans la filière (hors résidences secondaires)	8,36	8,61	8,43	8,81	8,52	8,68	8,85	
Md€	invest dans l'hôtellerie	2,12	2,26	2,47	2,64	2,68	2,60	2,54	
var.%	nuitées hôtels France métropolitaine (9 mois)	2,9%	0,0%	-0,3%	-1,6%	2,6%	-2,5%	4,9%	
var.%	nuitées HPA France métropolitaine	2,8%	-0,3%	2,4%	0,3%	3,4%	-0,8%	5,5%	
var.%	RevPAR hôtels de chaîne	5,8%	1,8%	-0,7%	-0,2%	0,1%	-5,1%	3,7%*	5,8%

Sources : OMT, Insee, Atout France, MKG Consulting, UMIH/OlaKala, Crédit Agricole SA

* : sur 9mois

Tourisme

Perspectives pour l'année 2018

L'activité touristique est tributaire de nombreux aléas, notamment le risque météo, la parité Euro/Dollar ou le risque géopolitique et sécuritaire en France et à l'étranger, illustré encore récemment en 2015/2016.

Notons cependant que si des chocs peuvent affecter l'activité, d'une part, ils sont amortis par une certaine résilience du tourisme domestique des nationaux et, d'autre part, la phase de récupération avec un retour de la croissance peut être relativement rapide (dans l'année qui suit le choc).

En l'absence d'aléas climatique ou sécuritaire adverses, les perspectives 2018 sont bonnes, soutenues par une conjoncture économique plus favorable.

Glossaire :

Nuitée : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant deux nuits dans un hôtel comptent ainsi pour quatre nuitées.

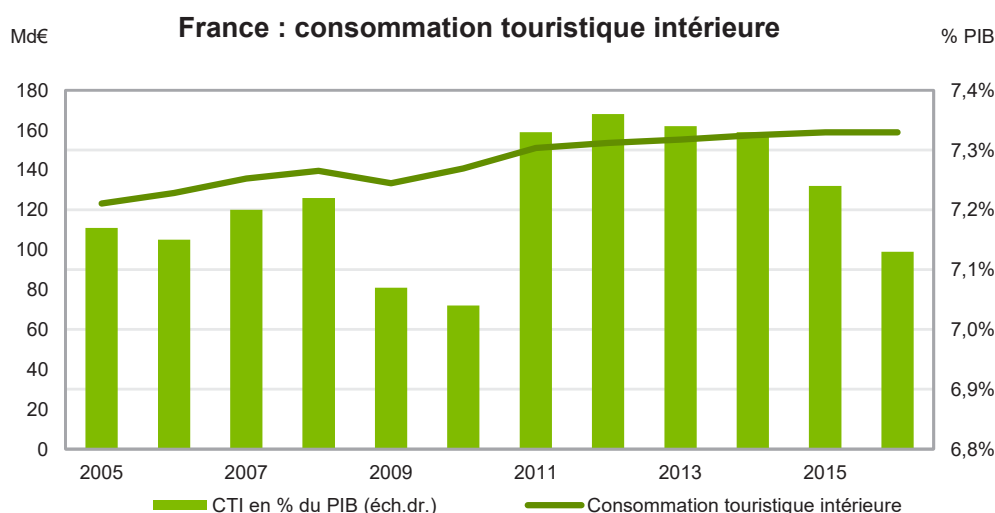
RevPAR : revenu par chambre disponible, se calcule comme le produit du prix moyen d'une chambre par son taux d'occupation moyen.

Dans le domaine hôtelier en particulier, on table ainsi sur une progression du RevPAR de +3 à 6 % pour 2018.

Perspectives à moyen terme

L'objectif gouvernemental à l'horizon 2020 est de 100 millions de touristes internationaux et de 50 Md€ de recettes.

En 2017, 89 millions de touristes internationaux environ devraient avoir visité la France, soit une hausse de 8 %. L'objectif de 100 millions est ambitieux bien qu'atteignable : il suppose une progression moyenne de 4 % l'an supérieure à la moyenne de long terme de 3 % environ.



Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2017	Airbnb	Airbnb annonce être devenu rentable pour la première fois au 2 ^e semestre 2016 après 8 ans d'existence
T2-2017	MSC Croisières	Baptême du MSC Miraviglia (5700 pax) construit par les chantiers de Saint-Nazaire pour le marché porteur du tourisme européen de croisière
T3-2017	AccorHotels	AccorHotels se transforme : le Groupe filialise son immobilier et se prépare ainsi à en céder le contrôle ; il regroupe également son offre de location de résidences de luxe sous la marque Onefinestay
T4-2017	Groupe Pierre & Vacances-Center Parcs	Déficit historique (RNpdg -56,7 M€ en 16/17), lié notamment aux déboires sur le mega-projet Villages Nature ; Gérard Brémont met en place une succession familiale à la tête du groupe

Energies renouvelables

Structure de la filière

Positionnement en France

Les orientations de la France sont fixées par la loi de transition énergétique, qui prévoit de réduire les émissions de GES de 40 % en 2030 par rapport à 1990 (réduction de 54 % pour le bâtiment par rapport à 2013), en s'appuyant sur le développement des EnR et l'efficacité énergétique.

Positionnement dans l'Union européenne

Grâce à un parc nucléaire et hydro-électrique dominant, la France affiche un prix de l'électricité et un niveau de CO2 par tête inférieur à la moyenne de l'UE, notamment derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. La part d'EnR dans le mix (hors hydro-électricité) reste plutôt faible, loin derrière l'Allemagne ou l'Italie.

Tendances historiques

Les prix de l'électricité sur le marché de gros ont significativement baissé entre 2008 et 2014 en passant de 69 €/MWh à 35 €/MWh en moyenne. Depuis 2015, les prix s'établissent autour de 38 €/MWh en moyenne.

Par contre, les tarifs de détail sont en hausse continue depuis 2000, en raison de l'augmentation graduelle de la CSPE (4,5 €/MWh en 2005 à 2,5 €/MWh en 2016).

La consommation totale d'électricité hors effet climatique a augmenté de 36 % entre 1992 et 2016. Depuis 1992, la consommation énergétique dans le secteur du bâtiment a augmenté de 10,4 % et représente désormais 44 % des consommations énergétiques totales.

Parmi les dispositifs incitatifs mis en place pour accélérer les rénovations, le CICE a favorisé la réalisation de travaux énergétiques (+40 % en 2015 à 6,5 Md€ ; le CICE progressant en parallèle de +88 % à 1,7 Md€). Cette tendance s'est poursuivie en 2016.

Bilan de l'année 2017

Le parc de production d'électricité progresse en 2016 de 1700 MW (+1,3 %) par rapport à l'année 2015. Il atteint 130,8 GW en 2016. La croissance du parc de production repose essentiellement sur le développement des ENR (+2,2 GW) qui compense largement la réduction du parc thermique à combustible fossile (-0,48 GW).

Production

En 2016, la production est de 531 TWh. Celle-ci a baissé de 2,8 % par rapport au niveau de 2015. La production nucléaire (384TWh) a baissé de 7,9 % par rapport à 2015 avec les opérations de maintenance prolongées de certaines centrales.

Consommation

La consommation d'électricité (hors effet climatique) se stabilise à 473TWh traduisant l'efficacité des politiques d'économie d'énergie mises en place.

Energie renouvelable

Le développement du solaire et de l'éolien se poursuit. La France lance des appels d'offre en autoconsommation. Sur un parc d'environ 14,5 millions de maisons individuelles, EDF espère convaincre 3 000 clients par an, (10 MWh de photovoltaïque par an).

Efficacité énergétique

Axes prioritaires dans le bâtiment : lutte contre les 8 millions de passoires thermiques et objectif de 500 000 rénovations énergétiques par an. Nouvelles exigences en matière de performance environnementale pour les bâtiments résidentiels à horizon 2020.

En 2016, la production d'électricité s'élevait à 531 TWh (-2,8 % en deçà du niveau de 2015). En particulier, la production nucléaire a baissé de 7,9 % par rapport au niveau de 2015, pour s'établir à 384 TWh en lien avec les opérations de maintenance prolongées de certaines centrales. La demande stable et la baisse de la production nucléaire ont contribué à la baisse du solde des échanges frontaliers qui s'est établi à 39,1 TWh en 2016 (36,1 % en deçà du niveau de 2015).

La consommation reste stable, en partie en raison des mesures d'efficacité énergétique qui compensent les effets de la croissance démographique et du PIB. Citons en exemple, la rénovation du parc de bâtiments existants qui s'est accélérée sous la pression réglementaire qui impose désormais d'embarquer les travaux d'isolation thermique et acoustique lors de la réalisation de travaux importants (réfection de toiture, ravalement de façade, aménagement de combles).

Filière Énergie		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p
variation	Capacités de production installées totales		2,0%	0,4%	0,4%	-0,3%	1,7%	3,1%	1,3%
GW	capacités de la filière Nucléaire	63,10	63,10	63,10	63,10	63,10	63,10	63,10	63,10
var. %		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
GW	capacités de la filière Thermique	26,91	27,08	25,93	24,42	22,07	21,84	21,84	20,16
var. %		0,0%	0,6%	-4,2%	-5,8%	-9,6%	-1,0%	0,0%	-7,7%
GW	capacités de la filière Hydraulique	25,38	25,38	25,67	25,41	25,43	25,48	25,58	25,58
var. %		0,1%	0,0%	1,1%	-1,0%	0,1%	0,2%	0,4%	0,0%
GW	capacités de la filière de l'Éolien	6,61	7,45	8,03	9,12	10,15	11,67	13,34	15,0
var. %		15,2%	12,7%	7,8%	13,6%	11,3%	15,0%	14,3%	12,5%
GW	capacités de la filière Solaire	2,09	3,52	4,17	5,29	6,14	6,77	8,49	10,2
var. %		153,8%	68,4%	18,5%	26,9%	16,1%	10,3%	25,3%	20,2%
GW	capacités de la filière Bioénergies	1,27	1,39	1,48	1,58	1,68	1,92	2,53	2,53
var. %		3,9%	9,4%	6,5%	6,8%	6,3%	14,3%	31,8%	0,0%

Sources : ministère de l'Écologie, RTE, Crédit Agricole SA

Energies renouvelables

Perspectives pour l'année 2018

La feuille de route de la LTECV prévoit un effort supplémentaire sur les passoires énergétiques et les constructions publiques et, dans le neuf, sur la promotion des bâtiments à énergie positive ou à haute performance environnementale et la prise en compte du poids carbone tout au long du cycle de vie des bâtiments.

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévoit pour 2018 une croissance du parc renouvelable. En particulier, la capacité installée en éolien terrestre et solaire photovoltaïque devrait respectivement atteindre 15 GW et 10,2 GW en 2018.

De plus, le doublement des objectifs de certificats d'économie d'énergie sur la période 2018-2020 devrait inciter davantage les ménages à entreprendre des travaux énergétiques. Au total, 1 600 TWh d'économie d'énergie finale cumulée et actualisée (Cumac) devront être financés par les acteurs obligés. Dans ce volume, 400 TWh devront être destinés aux ménages précaires.

Glossaire :

CSPE : contribution au service public de l'électricité. Cette taxe assure le financement du tarif social et du développement des énergies renouvelables en France.

EnR : énergies renouvelables.

GES : gaz à effet de serre.

Perspectives européennes

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la capacité renouvelable de l'Europe devrait augmenter de 125 GW entre 2017-2022 principalement portée par le développement de l'éolien et du solaire. Près de deux tiers de l'augmentation de la capacité installée en ENR se répartira entre l'Allemagne (28 GW), la France (18 GW), le Royaume-Uni (15 GW) et la Turquie (13 GW). Ainsi, la capacité solaire installée devrait croître de 39 GW et la capacité éolienne de 65 GW (dont 49 GW d'éolien terrestre).

Perspectives à moyen terme

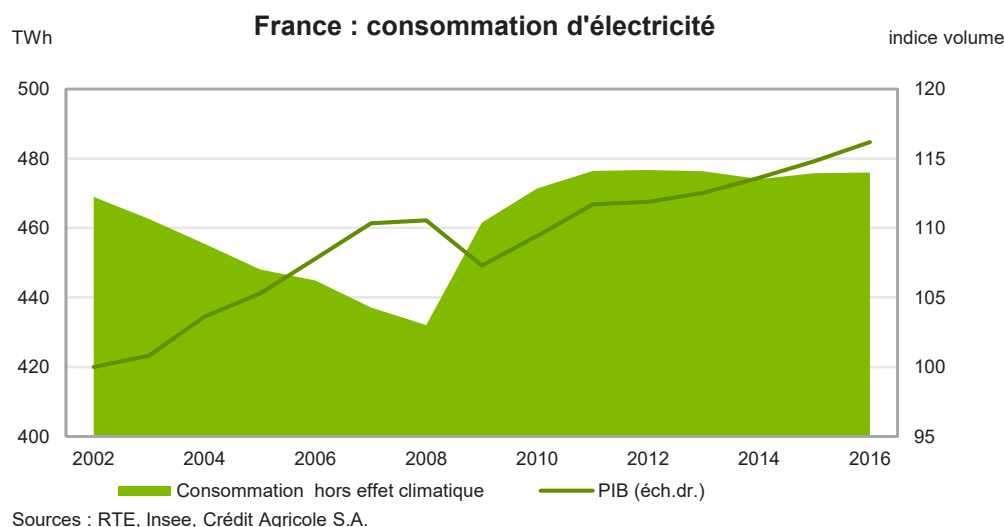
La capacité installée en ENR devrait continuer à croître pour atteindre entre 71 GW et 78 GW d'ici 2023, selon la PPE. A l'horizon 2020, la loi de Transition énergétique fixe l'objectif d'une réglementation environnementale ambitieuse pour les bâtiments neufs avec la généralisation des bâtiments à énergie positive. Pour le Plan de rénovation énergétique, 1,8 Md€ seront également investis dans la rénovation des bâtiments appartenant à l'État et 3 Md€ pour ceux des collectivités locales.

LTECV : loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

MWh/GWh/TWh : mégawattheure, gigawattheure, térawattheure.

PPE : programmation pluriannuelle de l'énergie.

Wc : Watt-crête, correspond à la puissance maximale d'un dispositif.



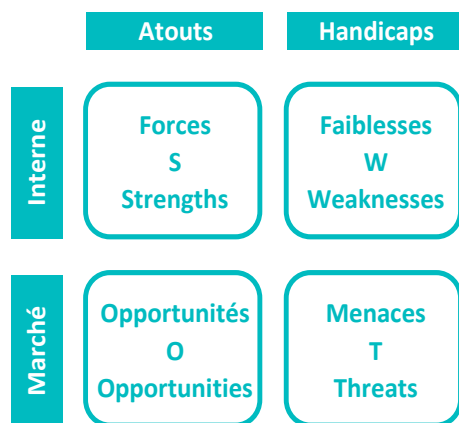
Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2017	Introduction au Mécanisme de capacité	Celui-ci vise à encourager un effacement de consommation (une consommation volontaire modérée) et à favoriser l'investissement dans de nouveaux moyens de production plus adaptés à satisfaire les pointes de consommation.
T2- 2017	Entrée en vigueur des appels d'offre Autoconsommation	Cet arrêté tarifaire relatif aux installations d'une puissance inférieure à 100 kWc : – met fin au système d'obligation d'achat responsable des prix négatifs – instaure un complément de rémunération pour l'énergie injectée sur le réseau. Composé d'une prime à l'énergie et d'une prime à la gestion, le complément de rémunération ne sera versé qu'en cas de prix positif.
T3-2017	Nicolas Hulot acte le report des objectifs nucléaires	La loi de transition énergétique prévoyait que la part de production nucléaire du mix français devrait baisser à 50% d'ici 2025. Néanmoins, la capacité nucléaire installée et la consommation sont restées relativement stables. Nicolas Hulot a annoncé que cet objectif ne serait pas atteignable.
T4 - 2017	CEE	Le dispositif des certificats d'économies d'énergie a vu son objectif doubler pour la période 2018-2020.

TOUR DE FRANCE SECTORIEL

- SECTEURS AVANCÉS

- SECTEURS FONDAMENTAUX



AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national ou l'activité en volume dans le cas des entreprises de services.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissé de -2,3 %.

Légende

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume

IAA hors boissons

MATRICE SWOT

Positionnement en France

L'agroalimentaire représente le premier secteur industriel français avec un chiffre d'affaires de 154,7 milliards d'euros et le premier employeur industriel avec 474 012 salariés. Le secteur compte près de 16 000 entreprises dont 98 % de PME.

Positionnement dans l'Union européenne

Avec un poids de près de 13 % du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire européen, la France se classe au second rang européen derrière l'Allemagne. Pour autant sa balance commerciale déficitaire de 2,7 Md€ ne cesse de se dégrader, avec la progression des importations de produits élaborés. L'Union européenne constitue le principal partenaire de l'agroalimentaire français avec près de 72 % des exportations et 82 % des importations.

Tendances historiques

Sur le marché domestique de l'alimentaire, nous assistons à une faiblesse de la croissance tant en valeur qu'en volume depuis 2010, avec un mouvement déflationniste des prix consommateurs en grande distribution depuis début 2014.

Tandis que le solde commercial des produits agroalimentaires de première transformation se maintenait à l'équilibre, celui des produits de seconde transformation est devenu nettement déficitaire depuis 2008, le secteur de la viande étant déficitaire depuis 2004, en lien avec la baisse généralisée de l'activité d'abattage. C'est cependant dans le secteur des fruits et légumes transformés que la détérioration de la balance commerciale apparaît la plus forte sur la dernière décade.

Les plats préparés, la boulangerie-vienniserie industrielle et les entreprises de transformation des produits de la mer sont essentiellement orientés vers le marché national, avec une faible part d'activité réalisée à l'international.

Souvent considérée comme peu innovante, cette industrie a vu la part de ses nouveaux produits mis en marché passer de 9 % à 31 %, en dix ans.

Bilan de l'année 2017 : -0,6 % en volume

Après une année 2016 déjà en recul, l'année 2017 enregistre une nouvelle diminution du volume total des productions hors boissons. Cette tendance est particulièrement marquée pour les produits carnés, surtout pour les viandes de boucherie. Cette évolution tend cependant à s'atténuer en fin d'année.

Diversité des filières

Groupes de renommée mondiale

Secteur résilient

Taille encore trop réduite des entreprises (55 % de PME)

Peu de capacité à innover et exporter

Pertes de parts de marché et attrition des marges financières

Développement des circuits courts

Structuration en pôles de compétitivité

Évolution démographique

Accords de libre-échange avec des puissances agricoles

Concentration croissante des distributeurs

Crises sanitaires et évolution consumériste

A l'inverse, fruits et légumes ainsi que le secteur des produits diététiques enregistrent de fortes progressions, parfois au-delà de 7 % en volume. Il est vrai qu'en ce qui concerne les fruits et légumes, l'année 2016 avait enregistré une production nationale exceptionnellement médiocre.

En revanche, la progression des prix alimentaires compense nettement cette baisse des volumes. Cela est particulièrement vrai pour certains produits emblématiques comme le sucre, le beurre, ou les produits de la mer. Avec ces deux derniers produits notamment, sur lesquels la France est déjà déficitaire, s'accroît la progression du déficit commercial du secteur des IAA hors boissons.

Les effets de la très médiocre campagne céréalière de 2016-2017 se répercutent cette année sur le solde commercial des échanges de produits agricoles bruts, mais aussi de certains produits transformés comme les huiles et produits de boulangerie et biscuiterie.

Globalement, à une réduction de l'ordre de 0,6% en volume va correspondre une progression moyenne des prix proche de 1,5%, ce qui a pour conséquence de détendre la pression exercée sur les industriels de l'agroalimentaire confrontés à une remontée de plusieurs cours internationaux (lait, sucre...).

	Industries agroalimentaires	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. volume %	production IAA (hors boissons)	-0,5	-2,1	-0,1	0,5	0,9	-0,6	0,6	
volume	production industries des viandes	-1,8	-2,3	-0,7	0,3	-0,9	-1,5		
volume	production industries laitières	0,4	2,7	2,3	-0,4	-1,0	0,4		
volume	production des autres industries agroalimentaires	-0,4	-4,3	-1,7	2,7	-0,9	-1,3		
Millions de litres	collecte laitière	23 521	23 271	24 552	24 617	24 004	23 700		
€/litre	prix standard du lait de vache	0,31	0,34	0,37	0,31	0,29	0,33		
milliers de tonnes	production indigène de viandes	5 576	5 435	5 431	5 505	5 475	5 400		
milliers de tonnes	farine	4 383	4 401	4 280	4 172	4 121	4 060		

Sources : Insee, Agreste, Crédit Agricole SA

IAA hors boissons

Perspectives pour l'année 2018 : +0,6 % en volume

L'amélioration de la conjoncture économique constatée depuis le début de 2017 devrait se poursuivre début 2018 et permettre aux IAA françaises de trouver de nouveaux débouchés, principalement à l'exportation. C'est particulièrement vrai pour les produits dont la production échappe désormais à des systèmes de quotas comme les produits laitiers et le sucre.

En revanche, il faut s'attendre à un ralentissement des hausses des prix, en particulier du fait d'une compétition accrue avec les productions des pays concurrents. Seront concernés en tout premier lieu : les produits animaux en Europe et en Amérique ; le sucre en Europe et au Brésil ; les fruits et légumes en provenance des pays du Sud ; les produits céréaliers venus de l'Est.

On peut aussi s'attendre à la poursuite de la progression des volumes de production sur les produits élaborés et destinés à des marchés de niche : plats préparés, aliments homogénéisés et produits diététiques, notamment à destinations de certaines populations de consommateurs (personnes âgées, hospitalisées, nourrissons).

Perspectives européennes

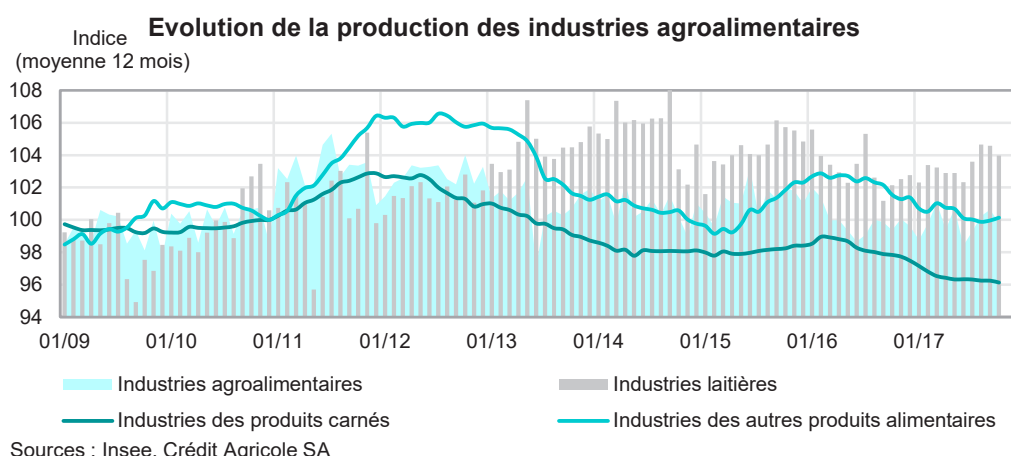
La production européenne devrait être dynamisée par la progression des capacités en Europe de l'Est. Celles-ci relayeront tout d'abord les industries traditionnelles en France, Allemagne et Pays d'Europe du Nord sur les produits d'entrée de gamme.

A l'inverse, l'Europe occidentale – et notamment la France – devrait enregistrer des progrès en matière de valeur ajoutée à travers l'élargissement des gammes de produits élaborés, et notamment dans le secteur du plat préparé et traiteur.

Mais d'une manière générale dans toute l'Union européenne, la tendance à la baisse de la consommation domestique en volume se poursuivra sans être totalement compensée par la progression des prix.

Perspectives à moyen terme

A la stagnation de la demande domestique, en France principalement, mais aussi dans toute l'Union européenne, va répondre un dynamisme renouvelé de la demande mondiale. Face à celle-ci, c'est en partie encore sur les commodités que la France et l'Europe peuvent préserver leur contribution, mais aussi de plus en plus sur les produits à valeur ajoutée.



Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2017	Danone	Avec le rachat de l'américain WhiteWave Foods au prix de 12,5 Md\$, Danone devient le numéro 1 mondial du bio et du lait alternatif.
T1-2017	la Viande	L'implication des géants BRF et JBS dans un scandale de viandes avariées sur fond de corruption ont entraîné la fermeture des frontières des grands importateurs.
T1-2017	Bonduelle	Leader mondial du légume prêt à consommer, Bonduelle fait l'acquisition de Ready Pack Foods, 1 ^{er} acteur américain des salades en forte croissance.
T3-2017	le Sucre	Avec la fin des quotas sucriers, l'UE va redevenir exportatrice et toutes les IAA utilisatrices devraient gagner en compétitivité avec la convergence des prix sur le cours mondial.
T4-2017	le Beurre	Le prix mondial du beurre atteint des sommets au-delà de 6.000 €/tonne. Début de pénurie chez les distributeurs français, boudés par les industriels du beurre en quête de la meilleure valorisation, et difficultés des industriels de la viennoiserie pour répercuter ces hausses de prix.

Boissons

Positionnement en France

Le secteur boissons représente un chiffre d'affaires de 28,2 milliards d'euros et compte près de 70 000 salariés. Le secteur recense environ 3 125 entreprises, sachant que les segments des eaux et des boissons rafraîchissantes sans alcool sont très concentrés.

Positionnement dans l'Union européenne

La France représente 16 % du chiffre d'affaires européen du secteur. Le pays est aussi le premier exportateur mondial de boissons, avec près de 16 % de parts de marché. Le secteur des boissons dégage un excédent commercial de 10,5 Md€, réalisé principalement par les vins et spiritueux dont un tiers sur l'Union européenne.

Tendances historiques

Malgré une croissance de 4,7 % par an depuis 2004, les Français demeurent parmi les plus petits consommateurs européens de boissons rafraîchissantes sans alcool (BRSA) avec 65 litres par habitant et par an, préférant la consommation d'eau. Après une croissance continue jusqu'en 2003, la production d'eaux a connu des évolutions très erratiques favorisant la concentration sectorielle, les trois premiers acteurs réalisant les trois quarts des ventes.

Contrairement à la consommation française de vins et de bières en érosion structurelle, la consommation de spiritueux demeure stable depuis 50 ans. Celle-ci intervenant désormais 8 fois sur 10 à la maison, la grande distribution concentre un peu moins de 80 % des volumes consommés.

Le secteur des boissons réalise plus de 30 % de son chiffre d'affaires sur les marchés d'exportation, le solde commercial s'inscrit dans une dynamique haussière après le creux de 2009, tirée par la demande des consommateurs nord-américains et chinois.

Bilan de l'année 2017 : +2,8 % en volume

L'industrie des boissons retrouve en 2017 une croissance robuste proche de son niveau de long terme. Le premier semestre 2017 a bénéficié d'une météo particulièrement favorable en juin, mais aussi d'une base comparable atrophiée par les attentats de 2016. Durant l'été, les conditions climatiques très maussades ont contribué à infléchir la consommation à domicile de 1,2 % selon IRI, pénalisant particulièrement les eaux et les boissons rafraîchissantes sans alcool, entraînant un repli à la production de 7 % en septembre. Les ventes en CHR se redressent

MATRICE SWOT

Forte concentration sectorielle et marques fortes (sauf vins)

Secteur le plus innovant de l'agroalimentaire

Environnement de la filière (équipementiers, packaging...)

Secteur viticole atomisé

Absence des grands brasseurs

Activité dépendante de la météorologie

Développement du marché des eaux à l'exportation

Consommation plus qualitative de vins

Accroissement de la fiscalité (droits d'accise et taxe soda)

Étiquetage nutritionnel

Délocalisation de sites industriels

en 2017, avec le retour de la fréquentation et des dépenses en hausse proche de 4 %.

Toutes les catégories de boissons enregistrent une inflation supérieure à celle de 1,4 % des prix alimentaires.

Pour les spiritueux, les achats domestiques devraient marquer un net recul s'inscrivant dans la tendance de long terme d'une consommation toujours plus occasionnelle et d'un budget en baisse. L'offre continue pourtant de s'enrichir de nouveaux produits et de nouvelles marques venant concurrencer les grands opérateurs.

Les bières et panachés demeurent bien orientés avec un gain en volume de 5 % en grande distribution. Dans le sans alcool, les colas continuent leur glissade alors que les thés et eaux aromatisées naturelles bénéficient des plus forts gains en volume.

Les exportations de vins & spiritueux s'affichent très dynamiques sur les dix premiers mois de l'année avec une croissance de 10,3 % en valeur et de 5,8 % en volume. Les États-Unis et la Chine constituent les principaux moteurs de la progression des expéditions avec respectivement +8,6 % et +13 % en volume. Si l'exportation des vins effervescents progresse encore de 9 %, les vins tranquilles avec un volume à +6,6 % sont aussi de la fête, Provence et Beaujolais en tête.

	Boissons	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. volume %	production du secteur	-0,6	-3,9	3,5	4,1	-0,7	2,8	2,5	↗
1,000 bouteilles	expéditions de Champagne	308 600	304 994	307 166	312 567	306 096			
1,000 hl	ventes de jus de fruits	10 193	10 452	10 721	11 466	14 784			
M€	consom. Ménages en boissons alcool.	19 439	20 206	20 627	20 762	20 960			
M€	consom. Ménages en boissons non alcool.	13 011	13 054	12 990	13 365	13 470			
M€	consom. Ménages Cafés/Restaurants	57 660	58 083	60 567	61 484	64 773			

Sources : CIVC, UNPJF, Insee, Crédit Agricole SA

Boissons

Perspectives pour l'année 2018 : +2,5 % en volume

La consommation de boissons, notamment celle des boissons sans alcool et les eaux, présente une forte sensibilité aux variations de température par rapport aux normales de saison. Si l'amélioration du contexte sécuritaire a fait revenir les touristes, et pas seulement à Paris, tout le réseau CHR bénéficie d'un regain de fréquentation, lié également à une conjoncture économique aussi mieux orientée. La croissance des dépenses en boissons notamment celles consommées hors domicile amplifie généralement la variation de la croissance économique, attendue à 1,7 %.

La consommation alimentaire hebdomadaire des Français hors domicile continue de progresser (+6,1 % en deux ans selon KantarWorldPanel). Ce choix alimentaire ancré au moment du déjeuner, concerne un nombre croissant de ménages aussi pour le petit déjeuner désormais, offrant autant de possibilités de boissons à emporter.

La Coupe du monde de football constituera l'événement sportif majeur de l'année offrant le traditionnel vecteur de soutien promotionnel et publicitaire en faveur des marques de boissons partenaires officiels de l'événement ou des équipes.

En vin, la France disposera d'une petite vendange en baisse de 18 % par rapport à la moyenne quinquennale, ne permettant pas

d'honorer tous les marchés habituellement adressés. L'inflation probable des prix de ce millésime jugé très qualitatif viendrait partiellement compenser la baisse des facturations.

Les eaux minérales françaises s'exportent davantage. L'armateur CMA-CGM, entré au capital de la source Beaupré fin 2016, devrait contribuer à dynamiser l'exportation sur l'Asie.

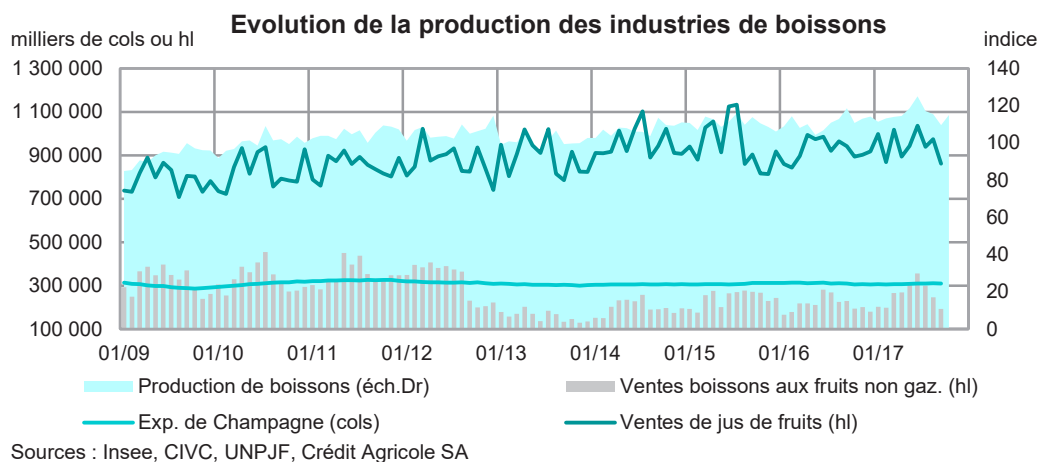
Perspectives européennes

Tous les grands marchés européens évoluent positivement en 2017, y compris le Royaume-Uni. La Grèce, la Roumanie et les pays baltes constituent les marchés les plus dynamiques, au bénéfice des exportations de vins français.

Malgré l'amélioration de la conjoncture économique, le marché allemand ne se valorise toujours pas alors qu'au Royaume-Uni, celle-ci progresse légèrement malgré la dévaluation de la livre.

Perspectives à moyen terme

Le marché britannique étant le second marché en valeur pour les vins et spiritueux français, le secteur boissons demeure suspendu à l'issue des négociations du Brexit sur le futur partenariat commercial. La filière boissons bénéficie d'un flux d'innovations important, tenant compte des attentes sociétales (moins de sucre et d'alcool, fabrications artisanales) contribuant à soutenir les ventes.



Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2017	Heineken	Le brasseur néerlandais devient le second brasseur brésilien en reprenant Kirin Brazil, comptant 12 brasseries industrielles, pour 1,025 Md\$
T2-2017	Refresco	Le groupe néerlandais, présent en Europe et aux Etats-Unis, rachète les activités d'embouteillage du fabricant canadien de boissons Cott pour 1,25 Md\$. La cible réalise 1,7 Md\$ de ventes en Amérique du Nord, mais aussi au Mexique et au Royaume-Uni.
T2-2017	Diageo	Le leader des spiritueux s'empare de la Tequila Casamigos pour plus de 1Md\$. La marque premium connaît une croissance fulgurante de 54% sur les deux dernières années.
T4-2017	Thai Beverage	Thai Beverage acquiert 75% des parts de Myanmar Distillery Company (MDC), #1 des spiritueux au Myanmar avec la marque Grand Royal whisky, moyennant un investissement de 1Md\$.
T4-2017	Nestlé	Nestlé prend une part majoritaire dans Blue Bottle Coffee moyennant un ticket à 500 M\$, enrichissant son portefeuille de marques de café avec Chamelon Cold Brew qui surfe sur la vague des boissons froides bio.

Aéronautique

Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la construction aéronautique, spatiale et de la défense emploient près de 350 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 50,8 Md€. La filière contribue pour 2,9 % du PIB et dégage un excédent commercial de 23,6 Md€.

Positionnement dans l'Union européenne

La construction aéronautique et la défense en Europe ont représenté en 2014 un chiffre d'affaires de 238 Md€ dont près de 45 % pour le civil. La France se situe au 3^e rang européen, devancée de peu par l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais demeure le premier pays exportateur notamment à destination de l'Asie.

Tendances historiques

Le secteur des industries aéronautique, spatiale et de défense occupe une place particulière dans l'espace national et européen dans la mesure où il s'agit d'un secteur considéré comme stratégique à la fois sur le plan économique (poids dans les exportations), technologique (recherche à haute valeur ajoutée) et militaire (enjeux de défense nationale).

L'industrie française a développé une offre de produits remarquablement complète : avions civils, militaires et d'affaires ; moteurs ; électronique ; maintenance. La filière a connu un mouvement de concentration et ses acteurs coopèrent au niveau européen pour faire face à une concurrence mondiale.

Secteur traditionnellement cyclique, il connaît depuis la crise de 2008 une croissance régulière, soutenue par la progression du trafic passager mondial.

Bilan de l'année 2017 : +4 % en volume

Airbus a franchi le seuil des 700 appareils livrés en dépit des retards liés à la nouvelle motorisation Pratt & Whitney des A320neo. Le carnet de commandes, alimenté essentiellement par les programmes NEO et A350, représente près de dix ans de production même si les commandes se sont essouffées en 2017. L'A380 n'a pas connu le rebond escompté, n'enregistrant aucune nouvelle commande.

Dans un contexte peu favorable aux turbopropulseurs mais qui anticipe une remontée des prix du kérosène, ATR, leader mondial des avions régionaux, a enregistré des commandes significatives

MATRICE SWOT

Place majeure de l'industrie française (Airbus) au sein du dispositif européen

Savoir-faire : vivier d'ingénieurs et de techniciens

Fragilité financière de la *supply chain*

Manque d'ouvriers qualifiés

Marché mondial en croissance

Contraintes environnementales (énergie fossile, bruit) favorables au renouvellement des flottes

Réglementation et certification

Montée en gamme des pays « sous-traitants » qui deviennent concurrents

Budgets militaires sous contrainte et désengagement de l'État

Crises majeures (épidémies, terrorisme)

notamment de l'Indien IndiGo. L'ATR 72-600 a également été bien accueilli sur les marchés asiatiques et africains où ATR a renforcé sa présence.

Le recul des livraisons de Falcon à 45 appareils reflète les difficultés du marché de l'aviation d'affaires. Après avoir dû plusieurs fois en retarder la livraison en raison des problèmes rencontrés sur le moteur Silvercrest de Safran, Dassault Aviation a décidé d'arrêter le programme Falcon 5X. Un nouveau projet reprenant le même diamètre de fuselage mais motorisé par Pratt & Whitney est prévu pour une entrée en service en 2022.

Fort heureusement, dans le domaine militaire, Dassault Aviation continue à engranger des succès à l'exportation avec une nouvelle commande du Qatar de 12 rafales.

Le trafic aérien commercial en France ressort en progression de plus de 6 % sur l'année.

	Construction aéronautique	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. volume %	production du secteur	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0	4,0	3,0	
appareils	livraison Airbus	590	626	629	635	679	723	799	
mios pass.	trafic aerien (principaux aéroports français)	138	141	144	149	159	169	179	
\$/€	parité Dollar US / Euro	1,320	1,375	1,210	1,086	1,100	1,054	1,190	
var. %	PIB	0,2	0,7	0,2	1,1	1,1	1,8	1,7	
Md€	construction aéronautique spatiale et de défense (c.a.)	44,4	48,3	50,8	58,3	60,4	63,0	65,0	
Md€	commandes	51,2	74,5	75,2	79,8	73,1	71,0	68,0	
Md€	exportations	38,7	31,0	33,2	39,5	41,7	43,0	45,0	

Sources : Gifas, Insee, Crédit Agricole SA

Aéronautique

Perspectives pour l'année 2018 : +3 % en volume

Après les augmentations de cadences de production des années précédentes et les difficultés rencontrées notamment chez les motoristes, Airbus ne devrait pas demander de nouvel effort industriel à ses sous-traitants en 2018 pour privilégier la stabilisation et la fiabilisation des process. De nouvelles augmentations de cadence sont toutefois à l'étude pour 2019.

En outre, le partenariat annoncé avec Bombardier pour acquérir la majorité du programme CSeries – s'il constitue pour les deux avionneurs une réelle opportunité – mobilisera des ressources de part et d'autre. Par ailleurs, le renouvellement des équipes dirigeantes devrait nécessiter un temps d'adaptation.

Le marché de l'aviation d'affaires ne devrait pas connaître d'amélioration notable.

La croissance du trafic aérien progressera de 6 % selon IATA

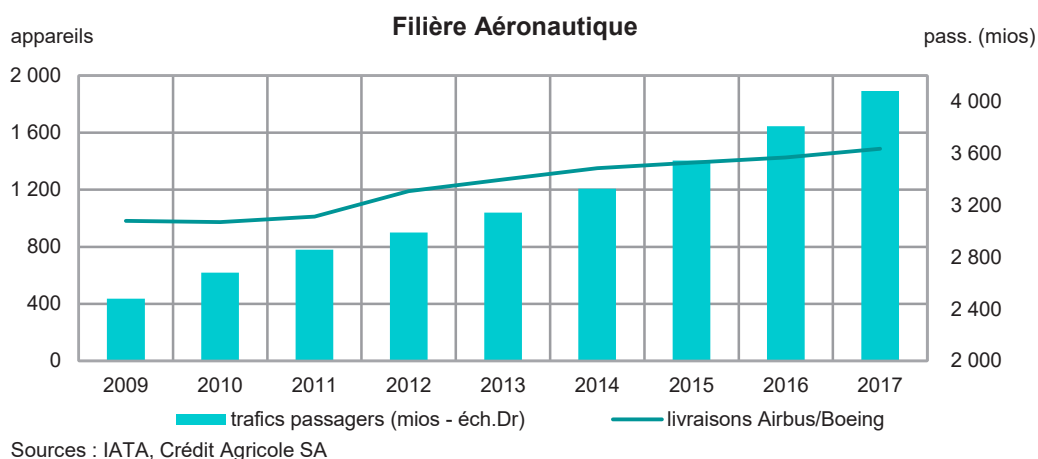
dans un contexte de hausse modérée des prix du carburant et de stabilisation des tarifs pour défendre les marges.

Perspectives européennes

Face aux ambitions de l'Asie susceptibles à terme de remettre en question le duopole historique, les acteurs de la construction aéronautique européenne sont plus que jamais conscients du défi qui les attend. Les enjeux sont importants notamment dans un contexte de Brexit qui pourrait conduire à des relocalisations hors de Grande-Bretagne.

Perspectives à moyen terme

La croissance dynamique du trafic aérien et la solidité du carnet de commandes des deux principaux avionneurs laissent entrevoir de bonnes perspectives que seules une remontée significative des prix du carburant ou une perturbation majeure d'envergure mondiale pourraient remettre en cause.



T1-2017	Supply-Chain	aux sous-traitants mis sous pression par la montée en cadence des nouveaux programmes
T2-2017	Le Bourget	Le premier salon aéronautique mondial rassemble 2 381 exposants issus de 48 pays
T4-2017	AIRBUS	Le fonds Indigo commande 430 moyen-courriers de la famille A320 pour 42 Md€ au prix catalogue. Ces appareils seront opérés par 4 compagnies à bas coûts
T4-2017	SAFRAN ZODIAC	Safran dépose son projet d'OPA sur Zodiac Aerospace

Industrie automobile

MATRICE SWOT

Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la Construction d'automobiles (constructeurs et équipementiers) emploient 234 000 salariés, soit 7,2 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Elles contribuent pour 0,7 % à la formation du PIB national.

Positionnement dans l'Union européenne

En 2014, la production française (VP + VUL) occupe le 3^e rang dans l'Union européenne avec 10,8 %, derrière l'Allemagne (34,7 %) et l'Espagne (14,2 %) et devant le Royaume-Uni (9,4 %). Le solde de la balance commerciale est déficitaire avec un taux de couverture de 0,90 (y compris pièces et moteurs, hors pneumatiques et verre). Les échanges se font principalement avec l'UE.

Tendances historiques

La production en France des deux constructeurs nationaux a été plus que divisée par 2 en dix ans pour atteindre un point bas à 1,44 million d'unités en 2013. Le recul a été particulièrement sévère en 2008 et 2009 (19 % chaque année) en raison du contexte de crise, particulièrement marqué en Europe du Sud (Espagne, Italie).

L'introduction des primes à la casse n'a guère protégé l'industrie française car elle a favorisé les ventes de petites voitures au détriment des voitures moyennes.

Pour faire face aux surcapacités, des restructurations sont intervenues (fermeture d'Aulnay, *downsizing* d'autres sites) et des accords de compétitivité/flexibilité ont été signés, permettant une reprise de certaines productions (utilitaires par exemple) et une progression de +4,0 % en 2014.

Les ventes des usines françaises d'équipements d'automobiles (hors pneumatiques) sont très majoritairement (85 %) à destination des usines de première monte, que celles-ci se situent en France (38 %) ou à l'étranger (47 %). Le solde commercial des équipements (voir tableau) est affecté par la chute des marchés en Amérique latine et en Russie.

Alliance Renault-Nissan permettant des économies d'échelle et des synergies

Capacité d'innovation des constructeurs français dans les gammes moyennes

Bonnes performances en terme d'émissions de CO2

Constructeurs français très faibles sur le segment premium

Taille insuffisante du groupe PSA

Forte intensité capitalistique et nécessité d'investir en R&D pour le renouvellement des modèles

L'affaiblissement de Volkswagen peut être favorable pour les constructeurs français

Croissance attendue des marchés européens à moyen terme

Soutien public pour les motorisations alternatives

Motorisation diesel sur la sellette, à remplacer à terme

Ralentissement du marché chinois, très profitable pour les OEMs

L'automobile autonome devrait bouleverser les usages du consommateur

Bilan de l'année 2017 : +9 % en volume

En 2017, la production en France des constructeurs français PSA et Renault connaîtra une croissance favorable de +9 %, liée tout d'abord à la bonne tenue des marchés européens VP (+3 %) et VUL (+5 %), sur lesquels leurs parts de marché restent à peu près stables.

Par ailleurs, les usines françaises ont bénéficié de la montée en puissance de la production de modèles d'autres constructeurs, et principalement de la Nissan Micra dans l'usine de Flins et d'utilitaires Opel et Nissan dans l'usine de Sandouville.

Pour leur part, les usines de PSA ont bénéficié de la bonne tenue des SUV 2008 et 3008 (démarré fin 2016) ainsi que de niveaux élevés de production d'utilitaires dans l'usine de Valenciennes.

Construction d'automobiles		2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. volume %	production VP + VUL en France	-16,4	-12,2	4,0	6,0	4,0	9,0	1,0	
millions	immatriculations (VP+VUL) EU+EFTA	13,967	13,767	14,593	15,962	17,101	17,652	17,828	
%	p.d.m PSA + Renault (VP+VUL) sur UE + EFTA	21,9%	21,6%	22,0%	21,8%	21,6%	21,9%	21,9%	
%	taux diesélisation marché VP français	72,9%	67,0%	63,8%	57,2%	52,1%	47,5%	+43,0%	
Équipement automobile		2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. CA %	c.a. usines françaises	-13,5	-7,3	4,3	6,0	6,5	7,0	3,0	
Md€	première monte	13,68	12,74	13,32	13,98	14,82	15,86	16,33	
Md€	seconde monte	2,48	2,24	2,31	2,50	2,74	2,93	3,02	
Md€	solde commercial FIEV	1,74	2,16	1,54	0,43	-0,75	0,00	-1,00	

Sources : ACEA, CCFA, FIEV, Crédit Agricole SA

Industrie automobile

Perspectives pour l'année 2018 : +1 % en volume

Pour 2018, nous anticipons une croissance du marché automobile européen limitée à 1 %, liée principalement à une baisse du marché du Royaume-Uni que nous estimons à -6 %. Hors Royaume-Uni, la croissance du marché européen s'établira autour de 2,5 %.

La croissance de la production des usines françaises de PSA et Renault sera beaucoup plus limitée en 2017 en raison de l'absence deancements (ou introduction de nouvelles productions) de nouveaux modèles à forte diffusion.

Perspectives internationales

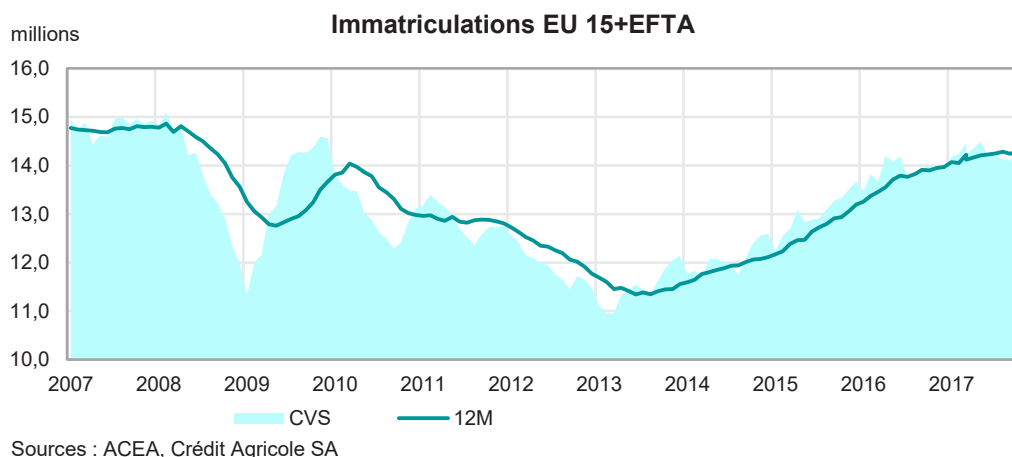
En Amérique du Nord, les immatriculations continueront de baisser d'environ 2 % en 2017 (après -1,5 % en 2017). Au Japon, après un net rebond (+6 %) en 2017, les ventes de VP baisseront

de 2 %. Dans les BRICs, les meilleurs performeurs seront la Russie (+13 %, après +10 % en 2017) et l'Inde (+12 % après +9 % en 2017). La croissance sera plus limitée en Chine (+4 % après +2 % en 2017) et au Brésil (+5 % après +9 % en 2017).

Au global, la croissance du marché mondial s'établira à 2 % en 2018, comme en 2017.

Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la croissance du marché mondial devrait se stabiliser du fait principalement d'un ralentissement des ventes en Chine. Dans les pays développés/marchés matures, l'émergence de la voiture autonome et les pressions environnementales feront évoluer les usages de l'automobile et conduiront à un recul des ventes d'automobiles.



Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2017	Peugeot SA	En août 2017, le groupe français PSA a annoncé avoir conclu le rachat d'Opel et Vauxhall, filiales européennes de l'américain General Motors, qui lui permet de devenir le 2 ^e acteur européen du secteur. Les synergies estimées de cette opération sont estimées à 1,7 Md€. Cependant, PSA va devoir redresser les comptes d'Opel/Vauxhall, qui a accumulé 12 Md€ de pertes en 16 ans et était encore déficitaire en 2016.
2017	Emissions de CO2	La baisse des ventes de motorisation diesel en Europe met une forte pression sur les constructeurs européens qui sont par ailleurs soumis à horizon 2021 à de nouvelles normes très contraignantes, assorties de fortes pénalités financières. Dans ce contexte, le recours à l'électrification devient une nécessité.

BTP

MATRICE SWOT

Positionnement en France

Le BTP représente en France, 163 milliards d'euros de production en 2015, soit 7,5 % du PIB. Ce secteur fait travailler 1,2 million de personnes, dans 564 000 entreprises, qui restent à 95 % des structures locales de moins de dix salariés.

Positionnement dans l'Union européenne

Sur le secteur du BTP, la France se classe au 2^e rang en Europe en volume de production, derrière l'Allemagne, avec un poids inférieur de 30 %. Les grands groupes de BTP français bénéficient d'une tradition d'exportation, notamment pour les ouvrages d'art, pour lesquels leur savoir-faire est reconnu à l'international. Les exportations représentaient 32 Md€ de production en 2013, réalisées à 50 % en Europe, principal débouché hors de France.

Tendances historiques

Le secteur du BTP a commencé à plonger en 2008, dans le sillage de la crise financière, puis économique, déclenchée par la faillite de Lehman Brothers. Le plan de relance de 2009 n'a offert qu'un éphémère répit en 2011, et la situation s'est à nouveau dégradée à partir de 2013.

En 2014 et 2015, la baisse commence à ralentir, mais reste forte. D'une part, une conjoncture économique peu favorable pénalise la commande privée. D'autre part, la commande publique souffre, (1) des effets négatifs du cycle électoral, avec les élections municipales de 2014, et (2) des restrictions budgétaires des collectivités locales.

La baisse d'activité a généré une concurrence accrue, exacerbée en plus par le développement des travailleurs détachés de pays européens voisins. En conséquence, les entreprises ont souffert d'une réduction des prix, des marges et de la rentabilité.

Cependant, activité de main-d'œuvre, le BTP reste peu capitalistique. Ainsi, les entreprises, habituellement peu ou pas endettées, parviennent à s'adapter à la crise en réduisant leurs effectifs.

Bilan de l'année 2017 : +3,4 % en volume

Les mesures prises par l'ancien gouvernement pour relancer la construction et les taux d'intérêt particulièrement bas ont soutenu les ventes de logements neufs depuis fin 2014, jusqu'à aujourd'hui.

Activité de main-d'œuvre peu capitalistique, généralement peu endettée

Industrie locale relativement protégée de la concurrence internationale

Flexibilité face à la conjoncture avec la sous-traitance ou la main-d'œuvre

Risques de construction liés à tout ouvrage neuf

Cyclicité de l'activité

Concurrence rude pesant sur les prix et les marges

Besoins alimentés par la croissance démographique (France) et le développement économique (pays émergents)

Reprise conjoncturelle prévue à partir de 2016 en France

Économies d'énergie favorisant l'innovation dans le bâtiment

Sensibilité de l'immobilier (débouché du bâtiment) à la montée des taux d'intérêt

Augmentation des travailleurs étrangers détachés en France (coûts compétitifs)

Fortes contraintes budgétaires en France sur la demande publique

Compte tenu de la croissance des ventes enregistrée en 2016, les mises en chantier et l'activité de construction de logements neufs ont fortement progressé en 2017.

L'immobilier non résidentiel voit sa croissance accélérer, grâce à une reprise économique plus dynamique et favorable à l'investissement privé, et ce malgré des contraintes budgétaires restant pénalisantes pour la commande publique.

L'entretien-rénovation reste globalement en croissance modérée, grâce à l'aide fiscale (CITE) qui a soutenu le segment des travaux de performance énergétique des logements.

Les travaux publics bénéficient d'une solide croissance grâce à une commande publique soutenue par la phase maintenant favorable du cycle électoral municipal et les travaux du Grand Paris.

Au total, le BTP voit son activité accélérer à +3,4 % en volume en 2017.

	Construction	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2018p	2019-2020p
var. volume %	activité du secteur	0,0	-4,2	-4,2	-3,6	2,2	3,4	4,1	
var. volume %	bâtiment	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	2,0	3,7	4,4	
var. volume %	travaux publics	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	3,0	2,5	3,0	
var. volume %	logement neuf	0,5	-13,1	-9,7	-3,8	4,4	9,1	9,3	
var. volume %	non-résidentiel neuf	3,7	-1,3	-6,3	-12,8	2,1	5,5	8,5	
var. volume %	entretien-rénovation	-0,6	-1,1	-1,1	0,0	1,0	1,0	1,0	
milliers	effectifs salariés BTP	1 430	1 404	1 370	1 325	1 337	1 348		
etp	effectifs intérimaires BTP	111 159	109 068	100 039	96 519	114 365	128 929		

Sources : DARES, Crédit Agricole SA

BTP

Perspectives pour l'année 2018 : +4,1 % en volume

En 2017, les ventes de logements neufs ont ralenti pour les maisons individuelles et stagné pour les logements collectifs. La construction de logements neufs restera en croissance soutenue en 2018, mais à un rythme qui n'accélérera plus.

L'entretien-rénovation restera en croissance modérée, le dynamisme de la croissance économique compensant la baisse des avantages du CITE.

L'immobilier non résidentiel accélérera, l'investissement privé restant soutenu par la croissance économique, tandis que la commande publique bénéficiera du développement du cycle électoral municipal, malgré les contraintes budgétaires.

Les travaux publics verront leur croissance accélérer légèrement, grâce notamment à la montée en puissance des chantiers du Grand Paris.

Au total, le BTP bénéficiera d'une nouvelle accélération de sa croissance d'activité à +4,1 % en volume en 2018.

Perspectives européennes

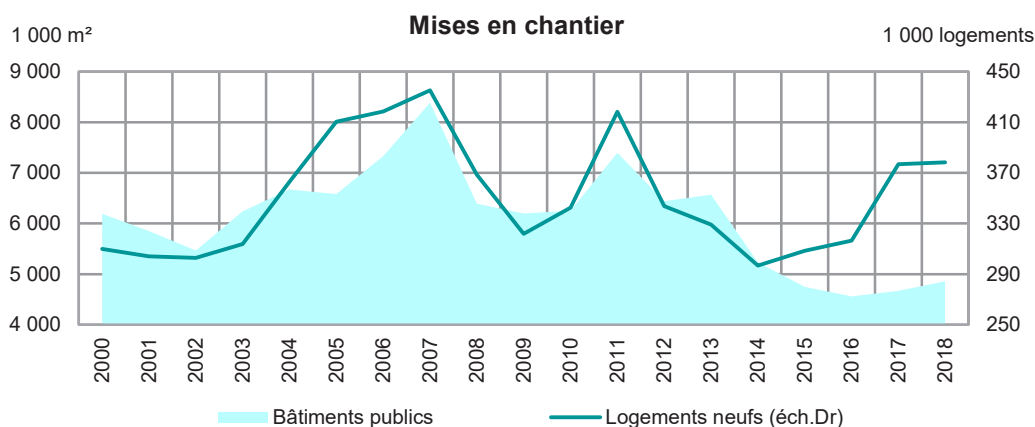
Après avoir bénéficié d'une conjoncture favorable dans les principaux pays européens en 2017, le secteur du BTP devrait connaître un ralentissement sur ses deux premiers marchés européens, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ce dernier subissant notamment les effets du Brexit.

Ainsi, la production du BTP en Europe devrait voir sa croissance diminuer de +3,5 % en 2017 à +2,6 % en 2018. Malgré ce ralentissement, le secteur du BTP devrait rester en croissance dans tous les pays européens.

Perspectives à moyen terme

Les mesures du nouveau plan logement auront un impact négatif sur les ventes de logements neufs dès 2018 et sur leur construction dès 2019, avec une baisse d'activité à partir de 2020. Le cycle électoral municipal deviendra défavorable à la commande publique en 2020 et 2021.

Dans ces conditions, l'activité du BTP devrait ralentir en France dès 2019.



Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2017	Logements neufs	Le Plan logement annonce une prolongation du Pinel et du PTZ, mais avec des restrictions qui se traduiront par des baisses de ventes de logements neufs privés dès 2018. Une baisse des loyers est aussi demandée aux HLM, qui entraînera une diminution de la construction de logements sociaux.
T3-2017	Intérim BTP	Les effectifs d'intérimaires dans le BTP ont augmenté de 18,2% en septembre 2017, sur douze mois.
T4 2017	Travaux d'entretien	Le CITE a été prolongé avec des restrictions, qui auront un effet négatif sur les travaux d'entretien des logements.
T4 2017	Travailleurs détachés	La France obtient un durcissement de la directive européenne sur le détachement des travailleurs.

Production et valeur ajoutée de l'industrie française (y compris construction et énergie)

	Production	Valeur ajoutée (prov.)
Industrie agro-alimentaire	14,3%	11,6%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	11,9%	13,7%
Cokéfaction et raffinage	3,1%	0,4%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines	8,4%	8,1%
Informatiques, électroniques et optique	2,5%	2,7%
Equipements électriques, Machines et autres équipements	6,0%	5,4%
Fabrication de matériel de transport	13,0%	7,2%
Fabrication d'autres produits industriels	28,1%	30,9%
Textile et habillement, cuir et chaussure	1,7%	1,6%
Chimie	9,9%	10,1%
Pharmacie	2,9%	3,1%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, hors machines	6,5%	7,2%
Autres industries manufacturières	7,1%	8,9%
Construction	21,2%	28,1%
Total industrie et construction	100%	100%
% du total France	33,3%	19,6%

Pondération en % - Source : INSEE (données 2016)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale ou de LCL. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales, ni une Caisse régionale ou LCL, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play



Prochaine actualisation : pour recevoir automatiquement sous format électronique la publication *ECO Tour* actualisée, merci de retourner votre adresse e-mail à :

pascale.bremont@credit-agricole-sa.fr

ECO Tour est une nouvelle publication annuelle réalisée par les Ingénieurs-Conseils et les Économistes de la Direction des Études Économiques du Crédit Agricole. Elle paraîtra chaque début d'année afin de présenter une vision à 360° des grandes tendances de l'économie ainsi que des prévisions sectorielles à deux ans pour la France.

Coordination : Bernard Monsigny – Tél. : 01 43 23 66 43 - bernard.monsigny@credit-agricole-sa.fr

Secrétariat de rédaction, PAO : Véronique Champion

Achévé de rédiger le 15 janvier 2018